

LE MONDE ILLUSTRÉ

JOURNAL HEBDOMADAIRE



ABONNEMENTS POUR PARIS ET LES DÉPARTEMENTS

Un an, 21 francs; — Six mois, 11 francs; — Trois mois, 6 francs.

Le numéro : 35 c. à Paris — 40 c. dans les gares de chemins de fer.

Tout numéro demandé quatre semaines après son apparition sera vendu 40 c.

Le volume semestriel : 11 fr. broché. — 16 fr. relié et doré sur tranche.

LA COLLECTION DES 26 VOLUMES : 281 FRANCS.

Directeur, M. PAUL DALLOZ.

BUREAUX DE VENTE ET D'ABONNEMENT

9, RUE DROUOT, OU 13, QUAI VOLTAIRE

45^e Année. N° 724. — 25 Février 1871

DIRECTION ET ADMINISTRATION

13, QUAI VOLTAIRE

Toute demande d'abonnement non accompagnée d'un bon sur Paris ou sur la poste, toute demande de numéro à laquelle ne sera pas joint le montant en timbres-poste, sera considérée comme non avenue. — Toute réclamation, toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée d'une bande imprimée. — On ne répond pas des manuscrits envoyés.

Administrateur, M. BOURDILLIAT.

M. GRÉVY

M. Grévy est venu au monde en 1807, une année où la France célébrait ses victoires sur la quatrième coalition dirigée par la Prusse.

Les bulletins de l'armée française étaient encore chauds du récit des batailles d'Iéna et d'Auerstaedt et de l'occupation de Berlin.

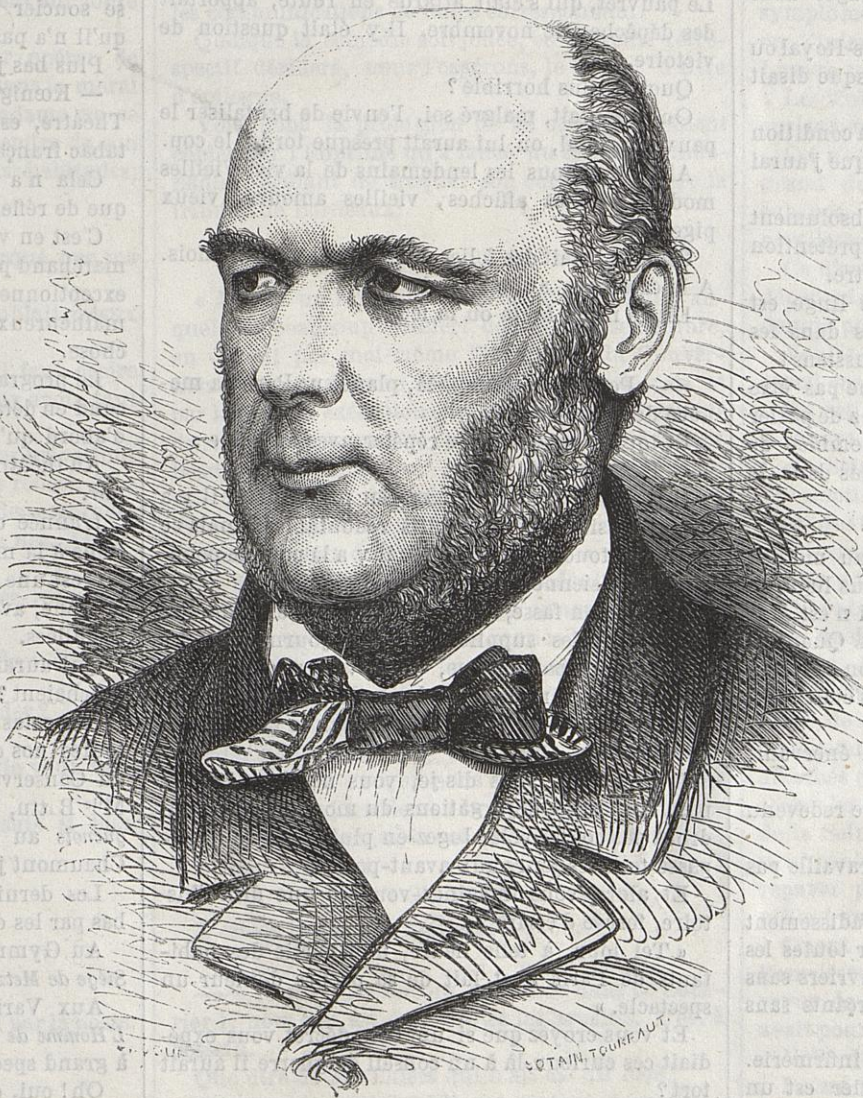
Le 15 août, jour précis de la naissance de M. Grévy, la nation, enivrée de gloire et aveuglée par de si grands triomphes, fêtait avec enthousiasme la Saint-Napoléon.

Les temps sont bien changés.

Quand, dans la séance du 16 février, 319 voix sur 529 votants l'ont porté au fauteuil de la présidence de l'Assemblée nationale, M. Grévy, appelé à ce poste de haute responsabilité, n'a pu faire autrement que de jeter un regard rétrospectif sur la date de son premier sourire et un rapprochement entre cette époque et les tristes jours d'épreuve que nous traversons.

Son courage, nous n'en doutons pas, se montrera à la hauteur de cette situation douloureuse dont sa nouvelle position lui permet de nous épargner certaines amertumes.

M. Grévy est une nature fortement trempée. Il a le cœur haut, et en ce moment la patrie a besoin de gens de cette qualité. Il aime le travail et sait mettre



M. GRÉVY. — Président de l'Assemblée Nationale siégeant à Bordeaux.

(D'après la photographie de M. Reutlinger.)

de l'ordre dans sa vie. Ces dons-là sont précieux pour un président chargé de régler les délibérations d'une Chambre où le choc des opinions fera quelquefois éclater les tempêtes que sa grande capacité d'esprit saura dominer.

Au milieu de l'Assemblée souveraine de la nouvelle République, M. Grévy est républicain convaincu.

Il fut un des héros de Juillet.

Né dans le Jura, à Mont-sous-Vandrez, il a été élevé dans les solides traditions. Au collège de Poligny, à la faculté de droit de Paris, M. Grévy a fait de fortes études. Il a beaucoup travaillé comme avocat, acquérant tous les jours un nouveau droit à l'estime publique.

Ses confrères du barreau de Paris l'ont nommé bâtonnier en 1868.

Membre de l'Assemblée nationale en 1848, M. Grévy est l'auteur du fameux amendement qui porta son nom et qui réservait à l'Assemblée la nomination du président de la République.

Le Jura l'envoya, en 1869, au Corps législatif, où, aux derniers jours, son nom fut mis en avant par la gauche dans les élections pour le fauteuil de la présidence.

Les événements ont fait ce que la majorité impériale avait combattu si énergiquement, et M. Grévy préside aujourd'hui l'Assemblée qui tient dans ses mains les destinées de la France.

LÉO DE BERNARD.

COURRIER DE PARIS

— *Courrier de Paris!* C'est *Courrier de Bordeaux* que souhaiterait plutôt le lecteur au moment où la vie politique s'est déplacée, au moment où se règlent là-bas les destinées de la France.

Ou bien encore ce serait : *Courrier de Versailles*, puisque les délibérations solennelles qui doivent aboutir à la paix ou à la guerre ont lieu à l'heure même où nous écrivons dans la cité de Louis XIV.

De Bordeaux le *reporterisme* se donne si abondamment carrière que nous serions mal venus à aller sur ses brisées. Et puis franchement ils ne sont pas gais les échos qui nous viennent de là-bas.

Que voulez-vous! nous nous étions fait un autre idéal.

Il nous semblait qu'en face des deuils de la patrie il n'y aurait pas de place pour les convoitises personnelles et les rancunes de parti. C'est le contraire qui se produit. Bordeaux est une arène. On est sur le point d'en venir aux mains entre soi avant même d'avoir songé à délivrer le sol des Prussiens.

On a souvent raconté l'histoire de ce fameux remède qui était mauvais pour les serruriers et bon pour les maçons. Ce qui n'était qu'une fantaisie est devenu une réalité. Ce remède-là s'appelle le suffrage universel.

Il a été déclaré solennellement jadis que le suffrage universel était le remède béni, la Revalescière de la politique. Seulement depuis lors chacun des élus s'est réservé l'étrange droit de dire :

— Bon, quand il s'applique à moi; mauvais quand il s'applique aux autres.

Les avancés se déclarent bien et dûment nommés, mais ajoutent que leurs opposants sont de faux élus. Ces derniers ripostent en disant la même chose c'est-à-dire tout le contraire.

Jugez si en partant de là on doit patauger dans le gâchis à perpétuité.

Feu Sainville, dans une pièce du Palais-Royal où il remplissait un rôle de souverain grotesque disait à un favori :

— Je te prends pour ministre mais à la condition que tu ne me conseilleras jamais que ce que j'aurai envie de faire.

Ce pauvre suffrage universel est traité absolument de la même façon. On le consulte avec la prétention de lui souffler sa réponse de part et d'autre.

En temps ordinaire passe encore. Si le linge est sale on le lave du moins en famille. Mais dans les circonstances actuelles, sous l'œil des Prussiens!

Bien décidément je suis charmé de ne pas être allé à Bordeaux et vous me permettez de parler d'autre chose que des séances de l'assemblée de Babel ou des protocoles lugubres échangés dans le département de Seine-et-Oise.

— Ce n'est pas que Paris soit gai au moins; pour ma part je ne l'ai jamais trouvé plus lugubre que dans cette période de transition qui n'est plus la guerre et qui n'est pas encore la paix. Quand le siège sévissait avec toutes ses rigueurs on savait à quoi s'en tenir, on s'attendait à tout, on s'était roidi contre toutes les souffrances.

Aujourd'hui, on vit dans un milieu énervant, écœurant, insipide.

On n'est plus soldat, on n'est pas encore redevenu citoyen libre.

On ne monte plus la garde, on ne travaille pas encore.

D'où une détente universelle, un affadissement général. Voyez ces rues encombrées par toutes les oisivetés qui bâillent aux corneilles : ouvriers sans ouvrage, troupiers sans armes, commerçants sans commerce.

C'est triste comme le spectacle d'une infirmerie. C'est le repos dans la maladie. Paris entier est un convalescent qu'on n'est pas encore sûr de sauver, et pour lequel on craint une rechute.

Notez que dans cet ensemble affligeant ce qu'il y a de plus affreux peut-être, ce sont les tentatives de distractions auxquelles on se livre çà et là.

Les théâtres sont entre-bâillés; mais dans les entr'actes les spectateurs s'y regardent d'un air qui semble dire :

— Savez-vous tout de même que nous n'avons pas beaucoup de cœur de rire comme ça?

On se promène, surtout le dimanche; mais les curiosités bourgeoises sont horribles. Prudhomme et Toto révoltent, quand le premier fourre sa canne dans les trous de bombe, ou donne la main au second pour l'aider à sauter, en manière de passe-temps, dans le fond d'une tranchée où l'on mourait naguère.

Les cafés regorgent, mais les lueurs fumeuses du pétrole rappellent les cierges rangés autour des catafalques.

Les restaurants sont pleins, mais chaque coup de fourchette fait penser aux enterrements de cent couverts des environs du Père-Lachaise.

Pour le bouquet, on a entendu, mardi, cinq ou six cornets à bouquin sonner le glas du carnaval, et des malheureux ont eu l'impudeur de crier par les rues l'Ordre et la marche du bœuf gras.

Cette ordure offerte aux passants par les vociférateurs était une honteuse plaisanterie fabriquée en vue de l'entrée hypothétique des Prussiens dans Paris.

Mon Dieu oui, il s'est trouvé de spirituels farceurs qui ont estimé que nous étions dans une situation à insulter nos ennemis.

C'est le pendant des ignominies qui se débitèrent au lendemain du 4 septembre sur la place publique.

Franchement, la caricature de carrefour s'est déshonorée depuis cinq mois par toutes les inepties qu'elle a mises en circulation.

Un deuil à ajouter à tant d'autres.

— Sans compter qu'il y a, dans les circonstances comme celles où nous nous trouvons, de ces détails tout petits qui serrent plus cruellement le cœur que de gros événements.

L'autre jour, par exemple, il est arrivé un pigeon. Le pauvre, qui s'était attardé en route, apportait des dépêches de novembre. Il y était question de victoire.

Quoi de plus horrible?

On se sentait, malgré soi, l'envie de brutaliser le pauvre animal, on lui aurait presque tordu le cou.

Ainsi sont tous les lendemains de la vie. Vieilles modes, vieilles affiches, vieilles amours, vieux pigeons.

On aurait fait des folies pour eux il y a un mois. A la casserole, aujourd'hui.

Est-ce notre faute ou la leur?

— Pendant ce temps-là, plane sur Paris la menace de Damoclès.

Et tout le monde de se répéter avec angoisse :

— Entreront-ils?

Il y a là de graves dangers en perspective, il y a là des possibilités de conflits redoutables; mais ce qui nous touche encore plus, il y a là pour la population parisienne un risque de déshonneur.

Quoi qu'on fasse, en effet, quoi qu'on dise, quelles que soient les supplications des journaux et les instances du patriotisme, vous verrez que le cas échéant il sortira de terre des badauds, et de l'égout des gavroches pour faire la haie sur le passage des envahisseurs.

Il y en aura, vous dis-je, vous ne l'empêcherez pas. Toutes les objurgations du monde ne prévauront pas contre cela. Jugez-en plutôt par ce qui se passe tous les jours aux avant-postes.

Et alors, vous imaginez-vous ce que dira l'histoire, forcée d'écrire :

« Tel jour, à telle heure, une partie des habitants de Paris s'est fait de sa propre douleur un spectacle. »

Et vous croyez que si un bon décret vous expédiait ces curieux-là à un conseil de guerre il aurait tort?

Plaise au ciel que l'avenir ne vienne pas donner impitoyablement raison à nos appréhensions! Je sais bien que nous ne sommes pas solidaires des lâchetés de quelques-uns.

Pourtant, quoique vous n'avez jamais eu aucun

rapport avec lui, si un voyou met le pied dans un ruisseau au moment où vous passez et vous éclabousse, il y a quelque chose de commun entre vous : la boue.

— Cependant, pour faire un peu compensation à toutes ces mélancolies, nous avons eu quelques joies.

D'abord la première lettre reçue de province!

Il faut avoir passé par nos cinq mois de séquestration pour savoir ce qu'il peut y avoir d'émotions dans la seule vue d'un de ces petits carrés de papier portant dans un coin le timbre bleu.

— Une lettre! Une vraie lettre!... Ernest... Jules... Marie...

Et toute la famille de s'appeler pour se montrer le précieux colis et chacun de prendre place pour en écouter le contenu.

Toutes ces épîtres reçues de province attestent au même degré la profonde impression produite au dehors par le siège de Paris. Nous autres qui vivions au centre même de la fournaise, nous ne pouvions nous rendre bien compte de notre propre état. C'est en entendant parler la province et l'étranger que nous sommes édifiés sur notre compte.

Pour compléter l'édification, nous avons commencé à recevoir aussi des journaux du dehors.

L'*Indépendance belge*, entre autres, arrive presque régulièrement.

Encore une sensation tout à fait neuve. On tourne et retourne la feuille qu'on n'avait plus l'habitude de voir; on est tout surpris de constater que parallèlement les autres pays ont continué à vivre leur vie tranquille et normale....

— Tenez, j'ai précisément là sous les yeux un des derniers numéros de l'*Indépendance*.

La première chose que j'y trouve, dans les faits divers, c'est ce paragraphe :

— Il vient de mourir à Bruxelles une dame qui était veuve de son quatrième mari....

Ah! l'heureux peuple que celui qui peut encore se soucier de ces babioles! Comme on sent bien qu'il n'a pas connu nos effroyables angoisses!

Plus bas je lis cet avis :

— Koenigsberg en Prusse, Gottschalk, 6, rue du Théâtre, est le seul qui vende depuis vingt ans du tabac français.

Cela n'a l'air de rien cette réclame; et pourtant que de réflexions elle fait naître!

C'est en vue de nos pauvres prisonniers que le marchand prussien se donne le luxe d'une publicité exceptionnelle. On les voit là-bas sombres, amaigris, malheureux; on les voit.... tenez, passons à autre chose.

Le programme des théâtres de Bruxelles est fécond en détails intéressants. Nous y apprenons tout d'abord qu'on y fait joyeusement le carnaval.

Au théâtre de la Monnaie, bal de nuit avec *fancy-fair*.

L'année dernière à pareille époque, nous assistions à la même fête.

C'est une sorte de foire de Saint-Cloud tenue sur la scène, avec boutiques où toutes les actrices sont installées.

Qui aurait pensé alors aux catastrophes qui s'approchaient?

Ces catastrophes-là ont fait affluer en Belgique toutes nos célébrités artistiques. Sur le programme du Conservatoire je lis les noms de Warot et de M^{lle} Battu, Faure et M^{me} Carvalho chantent les *Huguenots* au Grand-Théâtre. M^{me} Thierret et M^{lle} Chaumont jouent au Parc.

Les derniers événements sont déjà exploités là-bas par les dramaturges.

Au Gymnase dramatique de Bruxelles on joue le *Siège de Metz*, drame-actualité en six tableaux.

Aux Variétés de la Porte de Laeken on donne : *L'Homme de Sedan* ou les *Martyrs du despotisme*, drame à grand spectacle en cinq actes et six tableaux.

Oh! oui, drame!

Les annonces de l'*Indépendance* nous apportent des nouvelles d'une autre notabilité. Duprez, ex-premier sujet de l'Opéra de Paris (*sic*), publie chez nos voisins des brochures à cinquante centimes. Celle qu'on annonce est intitulée :

UN BARDE AU XIX^e SIÈCLE

Quatre chants français sur les événements de 1870 et 1871.

Numéro 1 : La Guerre.

Numéro 2 : Le Vœu.

Numéro 3 : La Défense nationale.

Numéro 4 : La Paix.

Est-ce bien le moment de chanter ?

— C'est encore dans l'*Indépendance* que nous trouvons l'entrefilet que voici :

— Le port d'Anvers présente depuis plusieurs jours un aspect des plus animés. Toute la rive est comme une forêt de mâts depuis Calloo jusqu'à Borcht. Hier matin encore plusieurs navires, presque tous de long cours, sont venus en rade et notamment plusieurs sous pavillon prussien, qui profitaient de l'armistice pour gagner le port. Il y avait plusieurs mois que le pavillon allemand n'avait été vu dans le port. Un trois-mâts allemand est entré en rade, côte à côte avec une barque française. Ce spectacle a produit une certaine émotion parmi les promeneurs.

Allons, décidément on a beau chercher à s'abstraire, tout vous ramène à l'impitoyable réalité de l'heure présente.

— Si les journaux et les lettres nous arrivent, il n'en est pas de même des chers absents qu'un veto impitoyable empêche de rentrer dans Paris.

On espère cependant que ce veto-là sera bientôt levé, et ce sont partout des préparatifs incessants, dans les maisons particulières aussi bien que dans les hôtels. Ceux qui s'étaient montrés les plus pressés pour installer des ambulances témoignent aujourd'hui le plus de hâte de s'en débarrasser.

Dame la clientèle va revenir.

Quant aux retours privés, nul n'a encore mesuré la profondeur des abîmes de surprises qu'ils réservent.

Quoi, c'est toi ! C'est moi !
Oui, c'est moi ! C'est toi !

Ainsi chantait Levasseur dans la parodie de *Robert le Diable*. Ainsi dira-t-on prochainement sur toute la ligne.

C'est que cinq mois suffisent pour opérer de fières révolutions dans le physique et dans le moral des gens. Depuis que monsieur et madame ne se sont vus, chacun a eu le temps de prendre de son côté des habitudes !... Quand je dis habitudes, honni soit qui mal y pense !

Et le chapitre des transformations !

— C'est drôle, je n'avais pas remarqué que ma femme était si grasse.

— C'est singulier, mon mari me semblait mieux conservé.

— Elle est véritablement énorme ; il faut croire qu'elle ne se tourmentait guère pour avoir tant mangé en mon absence.

— Ce pauvre Léon, les fatigues et les privations du siège ne lui ont positivement pas réussi. Il a l'air d'un vieux, maintenant, avec ses deux grandes rides qui lui partent de chaque côté du nez. Au revoir, Léon.

— Comment, au revoir. Où donc allez-vous, madame ?

— Je vais faire un tour sur la plage.... pardon, sur les boulevards.

— Comme cela, sans me rien demander ?

— Vous demander quoi ?

— Dame, si cela me convient ou si je veux vous accompagner.

— C'est juste, excusez-moi ; je me suis si bien faite à ma liberté que maintenant.....

— C'est charmant pour moi !

La scène continue.

Autre tableau :

— Amélie.....

— Qu'y a-t-il ?

— Il y a que je viens de recevoir ceci par la poste.

— Qu'est-ce ?

— Lisez.

— Ah ! je sais.

— Vous savez et vous croyez que cela me suffit ?

— Je ne vous comprends pas.

— Comment ! vous ne me comprenez pas ? Une marchande de nouveautés de Genève m'envoie une

facture de 990 francs de chapeaux, et un marchand de soieries du Havre une autre facture de 2,800 francs ?

— Puisque je n'avais pas d'argent et que j'avais emporté en quittant Paris tout juste de quoi manger, il a bien fallu...

— Vous auriez pu au moins faire preuve de quelque économie.

— Comme si j'avais assez l'esprit à moi pour songer à ces détails !

— Détails ! détails... Je vous trouve charmante, ma chère, depuis six mois qu'on ne gagne pas un sou, si vous croyez qu'il est agréable...

— Reprochez-moi tout de suite le pain que vous allez me donner.

— Je ne...

— Au fait, je vous gêne peut-être maintenant et vous cherchez peut-être un prétexte pour me renvoyer dans ma famille. Qui sait ce que pendant le siège...

— Je n'en sais pas davantage sur ce que de votre côté...

— Monsieur !..

— Madame !..

— Une de mes amies qui est restée ici m'a donné à entendre que vous saviez vous consoler.

— Et moi, si j'en crois certains rapports, relatifs à votre cousin Jules, qu'on voyait partout avec vous...

— Ah, c'est ainsi !

— Ah, vous le prenez sur ce ton !

La scène continue également.

Je ne sais si je me trompe, mais il me semble que prochainement les tribunaux auront pas mal de besogne au chapitre des séparations de corps.

Ce sera comme le post-scriptum de l'invasion.

Ah ! messieurs les Prussiens !

— A propos de post-scriptum, un des abonnés du *Monde Illustré* veut bien nous communiquer un document pour lequel il nous demande la publicité. Il en vaut la peine.

Nous parlons dans notre dernière chronique des fantaisies électorales. C'est là ce qui nous a valu les communications de notre correspondant.

Quoique la comédie soit jouée, ce souvenir rétrospectif déridera, nous l'espérons, le lecteur à titre d'épilogue.

Voici donc la profession de foi scrupuleusement copiée sur l'imprimé qu'a lancé un estimable limonadier, brûlant de troquer son comptoir contre la tribune de Bordeaux :

« Citoyens,

« Je suis un républicain ferme et énergique, auquel j'ai beaucoup souffert depuis le 4 septembre, en voyant par moi-même l'incapacité du Gouvernement de la défense nationale, par ses décrets et par la mise en exécution desquels il n'y avait jamais de résultat ni de succès, et comme je me suis occupé beaucoup de débloquer Paris, j'ai fait un plan et une organisation militaire où je répondais sur ma vie de débloquer Paris en quinze jours, et je n'ai jamais pu avoir de réponse des généraux de la défense nationale. En visitant les redoutes en avant de nos forts, par la négligence qu'on avait mise à les armer, et en voyant faire des barricades dans Paris, j'ai vu que nous étions trompés, car je prévois les choses à l'avance. Citoyens, d'après les renseignements que vous pouvez prendre sur moi, je crois mériter d'être porté sur votre liste pour aller protester contre ceux qui nous ont livrés sans nous consulter, et j'en demande la mise en accusation pour qu'ils soient jugés comme ils l'auront mérité.

« Salut fraternel.

« Citoyen F.... (glacier). »

N'est-ce pas que le morceau est réussi ?

— Je n'ai pas encore prononcé dans ce Courrier le nom qui est dans toutes les bouches. C'est à dessein.

Que dire de M. Thiers qui n'ait été dit déjà ?

Faire sa biographie ? Elle est partout. L'apothéoser ? Il est au pouvoir, c'est-à-dire que des milliers de gens encombrant déjà tson antichambre, se disposant à épuiser en son honneur toutes les formules de louange connues. Le calomnier ? Par ce

seul fait qu'il est en vedette sur l'affiche politique, des centaines de plumes ont déjà commencé à le larder tout vivant.

D'ailleurs il est trop tôt ou trop tard, à notre sens, pour apprécier le rôle de M. Thiers.

Trop tard, si l'on veut regarder en arrière ; car la situation nouvelle que lui ont créée les circonstances peut en faire un homme nouveau.

Trop tôt, car personne ne peut escompter l'avenir réservé au chef du pouvoir exécutif.

Tout ce qu'on peut dire, c'est que jamais il ne fut donné à un homme, dans l'histoire, de terminer une carrière éclatante par une aussi solennelle épreuve.

Une chanson, colportée longtemps dans les cours (les cours des maisons), s'écriait en la mineur :

Ah ! si j'étais le roi d'Espagne...

M. Prudhomme avait volontiers l'habitude, dans l'intimité, de dire :

— Ah ! si j'étais le gouvernement !

Ah ! si nous étions M. Thiers, dirons-nous à notre tour ! Il peut, lui aussi, couronner l'édifice, et ce couronnement-là peut, grâce au ciel, n'avoir rien de commun avec celui que rêvait le second empire.

Avoir pris la France défaillante, répandant son sang par toutes ses plaies, décomposée matériellement aussi bien que moralement, et pouvoir la ressusciter, la régénérer, panser ses blessures, relever son moral, la faire grande en même temps que réglée, donner pour assises à sa nouvelle fortune la loi d'un côté, la liberté de l'autre ; puis, cette tâche accomplie (cette tâche gigantesque !), descendre du pouvoir simplement, loyalement, sans avoir cherché à le garder pour soi ou à en disposer au profit d'un autre. Mourir après cela en honnête homme, ou plutôt s'endormir dans sa gloire de grand citoyen !

Cela paraît un rêve. M. Thiers n'a qu'à vouloir pour que ce soit une réalité.

— En attendant, on gratte et nettoie les Tuileries. Je n'entends pas vous donner cela pour un symptôme. M. Thiers aurait tout simplement, dit-on, l'intention de grouper dans ce palais et dans le Louvre tous les ministères.

Les Tuileries ! voilà un édifice qui écrirait de curieux mémoires.

On s'occupe aussi de préparer le nettoyage en grand du jardin qui va être débarrassé de ses cabanes. Il en coûtera cinquante mille francs de nivellement.

Ce n'est là, au reste, qu'une bien faible partie des dépenses obligatoires auxquelles Paris va être condamné pour refaire sa toilette de propreté.

Voulez-vous quelques chiffres ? La statistique en pareil cas frappe plus que tous les commentaires.

On estime que dans l'enceinte de Paris seulement il y aura quatorze mille arbres à replanter.

Au bois de Boulogne et au bois de Vincennes on ne remettra pas les choses dans l'ancien état, il faudrait quatre ou cinq millions de dépenses, un arbre demi-grand coûtant pour être transporté et remis en place la bagatelle de 280 francs.

On se bornera en conséquence à créer des pelouses avec quelques massifs clair-semés comme au Pré-Catelan. Des taillis d'arbustes et des fleurs feront tous les frais de la transformation. Tant pis pour les coups de soleil.

Le rétablissement des bancs et clôtures de planches arrachés çà et là est évalué à deux cent mille francs.

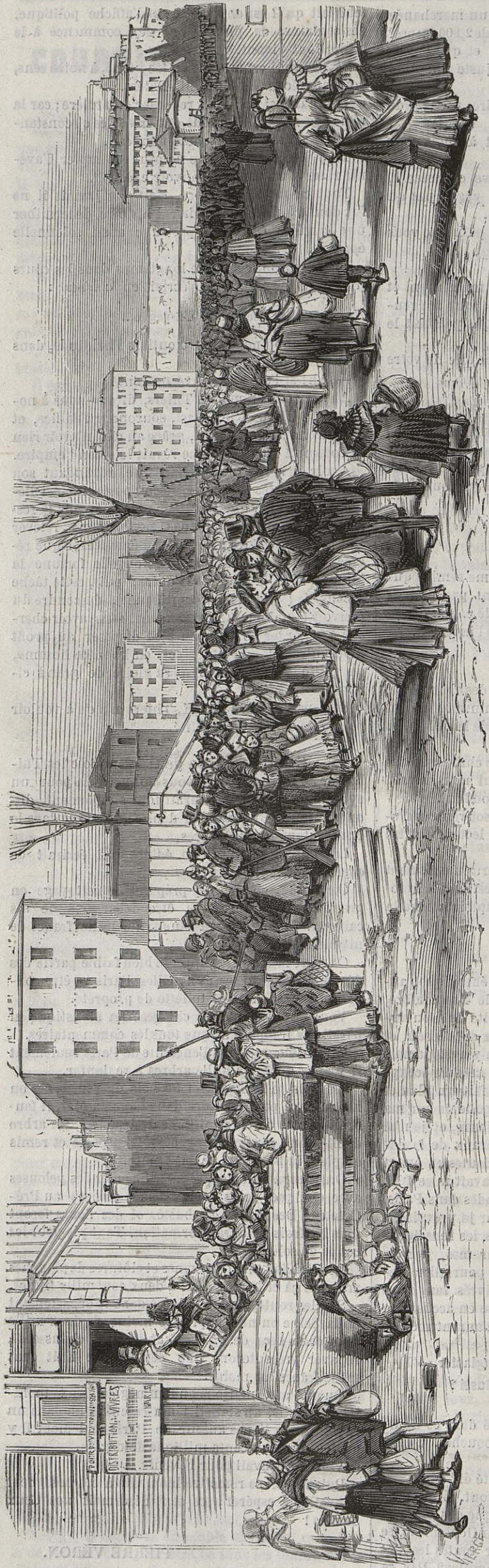
Sur les routes de la banlieue dans le département de la Seine on ne compte pas moins de deux mille neuf cents becs de gaz à rétablir. Les chaussées à repaver présenteront une dépense de huit cent mille francs au moins.

Quant aux maisons endommagées, aux mobiliers détruits, un statisticien a calculé que dans un rayon de six lieues autour de Paris seulement il y avait pour deux cents millions de dégâts.

Voilà du travail pour l'avenir.

Puisse-t-on se remettre bien vite à ces besognes ! Travailler, espérer, ce sont désormais nos deux devises !

PIERRE VÉRON.



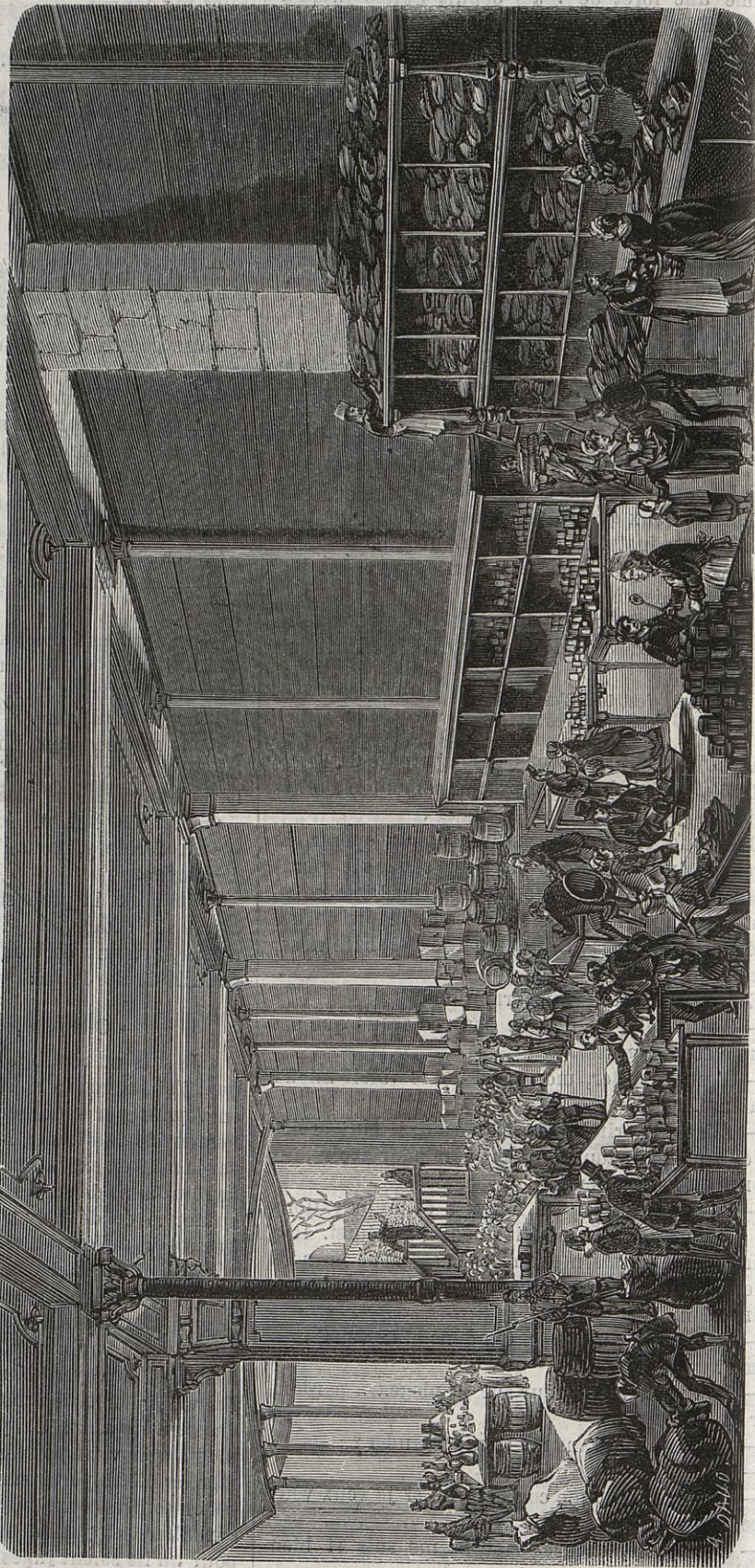
LES ENVOIS DE LONDRES. — Les abords du Bon Marché, rue de Sèvres, les jours de distribution des dons anglais. — (Dessin d'après nature de M. Vierge.)

LES DONS ANGLAIS

Les Prussiens avaient ré-
duit Paris à la famine.
Le peuple anglais, en dehors
de son gouvernement, a tout
fait pour adoucir les misères
qu'un siège de cinq mois avait
accumulées autour de nous.
Des meetings et des souscrip-
tions se sont organisés à Lon-
dres, des achats de comestibles
ont été faits, des navires ont
été frétés et les approvisionne-
ments anglais dirigés sur Pa-
ris dès que les Allemands ont
levé le blocus.

Déjà le gouvernement lui-
même avait expédié sur Diep-
pe des chargements de farine,
de biscuits, de lait con-
centré et de conserves. Ces
denrées, destinées aux indi-
gents de la capitale, ont été
distribuées, on sait avec quelle
intelligence, par l'entremise
des administrations des hos-
pices et des bureaux de bien-
faisance.

Cette distribution officielle



LES DONS ANGLAIS. — Distribution, dans les magasins du Bon Marché, des envois de la ville de Londres à la ville de Paris. (Dessin d'après nature de M. Sellier.)

a si fort enchanté les Anglais,
que les délégués du peuple de
Londres, le colonel Stuart,
Wortley et George Moore ont
immédiatement fait appel à
l'initiative privée et constitué
un comité parisien représen-
tant la commission présidée
par le lord maire, et des sous-
comités chargés de la réparti-
tion et fonctionnant dans cha-
que arrondissement.

Grâce à ces mesures, les
choses marchent aujourd'hui
ronde ment et le public n'a
qu'à s'en louer.

Les sous-comités sont com-
posés de notables des différents
quartiers. La plupart des
membres, propriétaire de vas-
tes locaux, ont mis à la dis-
position des délégués anglais
leur nombreux personnel.

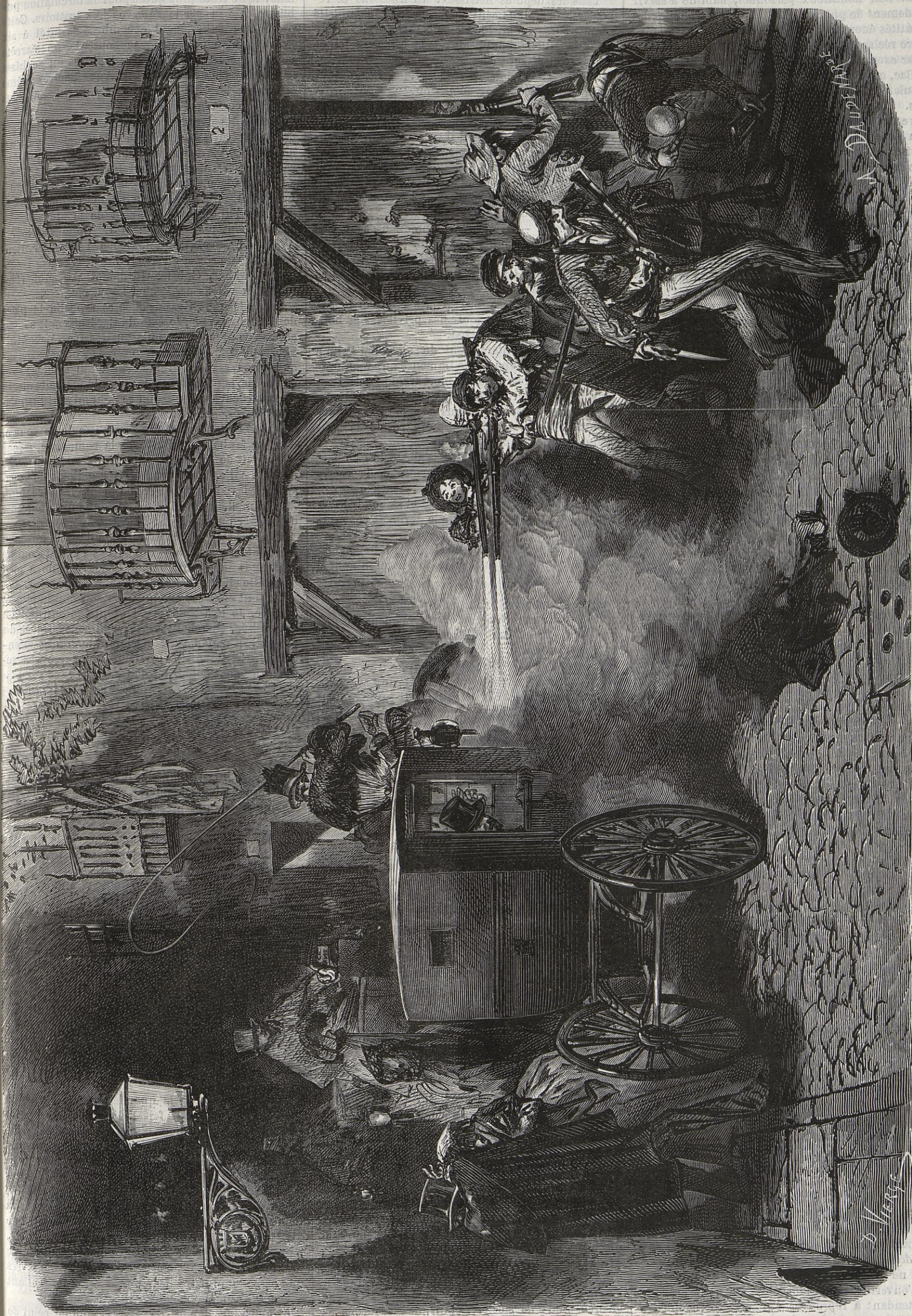
Ainsi M. Boucicaut, pro-
priétaire du Bon-Marché et du
Grand-Condé, a converti ses im-
menses magasins de nouveauté
en larges buffets où les
dons anglais sont distribués
avec ordre et promptitude à
tous ceux qui se présentent
munis de leur carte de fa-

avec ordre et promptitude à tous ceux qui se présentent munis de leur carte de fa-

(Dessin d'après nature de M. Sellier.)

faisance. Cette distribution officielle

LES DONS ANGLAIS. — Distribution, dans les magasins du Bon Marché, des envois de la ville de Londres à la ville de Paris.



ESPAGNE. — Madrid. — Assassinat du maréchal Prim, à sa sortie des Cortès, dans la rue del Turco, le 28 décembre 1870. — (D'après le croquis de notre correspondant.)

mille. Son nombreux personnel, habitué à servir rapidement le public, distribue tous les jours des quantités énormes de provisions sans que la plus légère réclamation se fasse entendre.

Par exemple, l'affluence est tellement grande rue du Bac, que la queue des postulants et surtout des postulantes s'allonge démesurément sur les trottoirs. Les derniers venus attendent de longues heures, malgré la célérité des distributeurs, et plus d'un qui pose là depuis une demi-journée, maugrée contre les Anglais qui l'obligent à faire le pied de grue si longtemps. Mais lorsque le même impatient, entré dans le magasin avec la mine toute maussade, sort après avoir reçu sa part de ravitaillement, vous le voyez la figure rayonnante, pressant avec reconnaissance entre ses bras et sur son cœur un fort quartier de Chester, des biscuits, une bonne ration de viande conservée, etc. Il n'est pas rare alors d'entendre sortir d'entre les dents qui maugréaient tout à l'heure ces paroles attendries : « Ces bons Anglais ! »

Dans la rue Notre-Dame-des-Victoires, contre l'église Notre-Dame-des-Victoires et à deux pas du passage où, en 1793, habitait le philanthrope anglais Thomas Payne, conventionnel français et auteur des *Droits de l'homme* et du *Sens commun*, on voit également s'acheminer vers les magasins d'un commissionnaire en marchandises anglaises une queue interminable qui s'allonge tous les jours dans la rue Notre-Dame-des-Victoires, tourne la rue Paul-Lelong et se continue rue de la Banque presque jusqu'à la Bourse. C'est là que se trouvent les magasins de distribution pour le deuxième arrondissement. Là encore on entend en passant causer ceux qui ont été si éprouvés par les rigueurs de l'hiver et du siège, s'écrier dans un mouvement de reconnaissance attendrie : « Ces bons Anglais ! »

Heureux les peuples, comme celui de Londres, qui ne se font connaître à leurs voisins que par les secours qu'ils savent leur prodiguer aux temps difficiles. De ceux-là l'humanité en est fière et au dix-neuvième siècle l'humanité devrait avoir à s'enorgueillir de tous les peuples de l'Europe.

MAXIME VAUVERT.

ASSASSINAT DU MARÉCHAL PRIM

ESPAGNE, 28 décembre. — Le maréchal Prim, sortant, à sept heures et demie du soir, de la séance des cortès, est assailli dans la rue del Turco par une bande d'assassins.

Deux voitures, disposées en travers de la rue, barrent le passage à son cocher. Pendant que celui-ci parlemente pour se faire ouvrir la route, les meurtriers, embusqués sous les portes cochères, font feu sur le maréchal, qui est frappé de huit balles à l'épaule gauche et de deux à la main droite.

Son aide de camp est grièvement blessé.

Dans le tumulte qui suit l'attentat, les assassins prennent la fuite dans toutes les directions, sans qu'un seul puisse être arrêté.

Le maréchal, reconduit chez lui au milieu des manifestations sympathiques de la foule, supporte avec courage l'extraction de sept balles et l'amputation d'un doigt de la main.

Son état, quoique grave, ne paraît pas alarmant. Le malade est calme.

A la nouvelle du crime qui vient d'ensanglanter les rues de Madrid, une grande agitation règne dans la ville. La population manifeste une profonde indignation contre les assassins.

Le maréchal Serrano et tous les membres du gouvernement se rendent à l'hôtel de la présidence, et prennent toutes les mesures propres à maintenir la tranquillité.

L'amiral Topete, malgré son désir de rentrer dans la vie privée, accepte les fonctions de ministre des affaires étrangères et la présidence du conseil, en remplacement du maréchal Prim.

Il part pour Carthagène, où il va recevoir le roi. 29 décembre. — L'état de Prim, quoique dangereux, ne s'aggrave pas.

A l'ouverture de la séance des cortès, une proposition tendant à réprover l'attentat est adoptée à l'unanimité de 200 voix.

Tous les députés flétrissent les assassins et repoussent énergiquement le reproche de complicité morale adressé à quelques-uns d'entre eux.

Six bataillons républicains de la milice nationale de Madrid refusent d'assister à la revue d'inauguration que le roi doit passer le 31. — Leurs commandants donnent leur démission.

30 décembre. — Le maréchal, à la suite d'une journée assez calme, est pris, dans l'après-midi, d'un accès de fièvre auquel il succombe à neuf heures du soir, en présence de sa famille et du maréchal Serrano.

Don Juan Prim, comte de Reuss, marquis de los Castillejos, grand d'Espagne de 1^{re} classe, né en 1814, était âgé de cinquante-six ans.

31 décembre. — Les cortès apprennent avec une profonde douleur la mort de Prim.

Elles déclarent que le maréchal a bien mérité de la patrie, et décident que son nom sera inscrit dans la salle des séances.

Sa famille est mise sous la protection de la nation; elle continuera à jouir des privilèges et honneurs attribués au maréchal.

2 janvier. — L'enterrement du maréchal Prim a lieu au milieu d'une foule immense qui manifeste hautement ses regrets de la mort tragique de l'auteur de la révolution de 1867.

Le convoi est suivi par tous les membres du gouvernement, un aide de camp du roi et la plus grande partie des députés.

Prim est enterré dans l'église d'Atocha, en face d'O'Donnel, son compagnon d'armes de la guerre du Maroc.

Le roi fait son entrée à Madrid et se rend directement aux cortès, où il prête le serment constitutionnel.

De là, il va chez la maréchale Prim lui exprimer tous ses regrets de l'assassinat de l'homme auquel il doit sa couronne. M. V.

N. B. — Ces renseignements que nous savons très-précis, sont un *extrait inédit* du précieux recueil que publie M. Albert Lacroix et qui en est à sa huitième livraison.

Le *journal des Deux-Mondes*, tel est le titre de cet ouvrage, rédigé par les soins de M. Gaston Mitchell, a déjà obtenu la faveur du public; il lui manquait pour être aussi universel que son titre l'indique, l'ouverture des portes de Paris, on voit que nous sommes les premiers à profiter de ses nouvelles informations.

LETTRES BORDELAISES

Bordeaux, 20 février.

Depuis une semaine que je suis à Bordeaux, que de tableaux divers se sont succédé sous mes yeux ! Que d'événements se sont passés et se passent encore ! Quelle animation continue ! Quelles fièvres mêlées de sursauts ! Une vie effrayante circule dans cette grande ville habituellement livrée aux quietudes et aux régularités. Pas un esprit n'y demeure indifférent, pas un visage n'y reste impassible. Les habitants, d'ordinaire assez réservés et même un peu froids envers les étrangers, se départent de cette attitude pour les interroger avidement, pour savoir leurs appréhensions, leurs espérances, leurs craintes.

Les rues roulent des flots humains. Comme à Paris, force gardes nationaux; force mobiles, venus de tous les points de la France; des gendarmes à cheval, des marins, des cuirassiers, des lanciers, des canonniers. Tout ce monde afflue vers le Grand-Théâtre, où se fait l'histoire. Vous avez su par les journaux politiques les scènes qui s'y sont déroulées et les intérêts qui s'y sont débattus. Je n'ai pas à y revenir ici. Le spectacle n'est pas moins curieux à l'extérieur qu'à l'intérieur; c'est celui-là seulement que je veux essayer de retracer. A de certains moments, surtout dans les premiers jours, la place du Grand-Théâtre avait de faux airs de la place de l'Hôtel-de-Ville, à Paris. C'était une surexcitation, une houle, des cris, des clameurs passionnés, tout ce qui se voit et ne se représente que chaque quart de siècle. Depuis, des escadrons de renfort ont dégagé les abords de l'Assemblée natio-

nale; il ne reste plus guère pour la circulation publique que la partie réservée aux trottoirs. Cette partie est régulièrement encombrée de midi à six heures; on se presse, on se bouscule, on s'arrête pour voir entrer et sortir les députés; on se hisse sur les marches des magasins. Aux fenêtres même affluence; les balcons des cercles fléchissent sous leur double rang d'habités.

A côté des députés, ces hôtes naturels de Bordeaux, il faut signaler cette nuée de journalistes, d'écrivains, et même de simples curieux, que l'on retrouve partout et qui sont les comparses obligés de tous les événements historiques, petits ou grands. La mémoire me manque pour les citer tous; je me contente d'aligner, au courant de la plume, sans ordre et sans distinctions : MM. Alphonse Royer, Arnould Frémy, Hippeau, Édouard Fournier, Benjamin Gastineau, les frères L'onnet, Gustave Isambert, Cavalier, Gabriel Guillemot, Alfred de Caston, Alexis Bouvier, Michel Lévy, etc., etc.

Si la place du Grand-Théâtre rappelle la place de l'Hôtel-de-Ville, le café de Bordeaux fait songer au café de Madrid, et puis aussi au café de Mulhouse, au café de Suède, à tous ces milieux parisiens où la conversation prime la consommation. Ce sont en partie les mêmes clients; c'est le même bruit, la même ardeur de discussion se poursuivant jusqu'à près minuit.

Je demeure à vingt-cinq minutes de ce centre, dans un faubourg qui est déjà la campagne, — car il y aurait de la présomption à prétendre se loger dans la ville. Tous les hôtels regorgent de voyageurs; les auberges même sont inabondables. M. Champfleury et M. Eudore Soulié ont été forcés de pousser jusqu'à Saint-Macaire.

Tous les soirs, après une station dans les bureaux du *Moniteur universel*, — qui se fait la nuit comme la plupart des journaux ici, — je regagne à pied ma petite chambre, qui donne sur des jardins. Les nuits sont étoilées; le temps a la douceur du climat de Nice. Je m'accoude pendant quelques instants à ma croisée, cherchant à écarter l'image affreuse du présent, pensif devant le ciel immense et silencieux... Est-il possible, ô mon Dieu, que vos regards se soient détournés de la France?

CHARLES MONSELET.

LE PONT DE SÈVRES

L'invasion prussienne de 1870 a rendu désormais historique le pont de Sèvres, qui relie avec le village de ce nom la presqu'île parisienne de Billancourt.

Déjà, en 1815, les Prussiens, chassés le premier jour du village, y avaient laissé leurs traces sanglantes en pillant toute la contrée. On les y connaissait et on les estimait ce qu'ils valent.

Lors de l'investissement de Paris, Sèvres a été occupé l'un des premiers par les fils des soldats de Blücher. On les a trouvés peu changés, grâce à leurs façons d'agir, qui ressemblent tant à celles de leurs pères. Ils y sont encore, et on ne voit pas le moment où on en sera débarrassé.

En attendant venir de loin les hordes du roi Guillaume, le génie militaire avait fait sauter l'arche du pont qui mord sur la rive gauche de la Seine. Tout le temps du siège, la berge du fleuve en cet endroit a été la ligne avancée de nos ennemis, comme le village était leur plus proche avant-poste.

Son voisinage avec le quartier général prussien de Versailles en avait fait la ligne la plus directe pour les communications d'un ennemi à l'autre. Le pont de Sèvres rompu servait de trait d'union entre les assiégeants et les assiégés. C'est là que se présentaient les parlementaires, que les ministres étrangers échangeaient leurs correspondances. Un service de bateaux neutralisés faisait traverser la Seine aux favorisés. C'est au pont de Sèvres que M. Thiers, de retour de son voyage à Londres, Saint-Petersbourg et Vienne, vint conférer avec M. Jules Favre. C'est encore par le pont de Sèvres que passa le ministre des affaires étrangères allant à Versailles signer la convention de Paris.

Aujourd'hui le pont de Sèvres, comme celui de Courbevoie, est devenu un marché de ravitaille-

ment. On a, tant bien que mal, établi à la place de l'arche rompue une passerelle en bois, sur laquelle fourmillent toute la journée des essaims bourdonnants de vendeurs, d'acheteurs, de troqueurs, allemands et français, qui vont, viennent, piaillent, baragouinent, crient, jurent, mais au fond s'entendent comme larrons en foire pour duper le Parisien affamé.

Il est vrai qu'à l'heure qu'il est le ravitaillement est en bonne voie et fonctionne sur une grande échelle. Les spéculations ne sont plus si fructueuses, toutes les denrées tendant chaque jour à reprendre leur cours normal. Les Prussiens n'auront bientôt plus de provisions à nous vendre. Malgré cela, je ne crois pas que leur âpreté au gain renonce aux bénéfices commodes, et je suis persuadé que du moment qu'ils ne pourront plus nous vendre sur le pont de Sèvres ou celui de Courbevoie nos pommes de terre ou les moutons volés chez nos paysans, ils se mettront à troquer des casques prussiens ou le bonnet de coton de l'empereur Guillaume, ou la trique de M. de Bismark.

Et ce qu'il y a de triste à dire, c'est qu'il se trouvera mille imbéciles qui, tous, achèteront l'unique couvre-chef nocturne du roi de Prusse et le toujours unique gourdin de M. le grand chancelier.

Qu'on le rétablisse dans son intégrité ou qu'on le laisse avec sa passerelle de bois, le pont de Sèvres verra encore longtemps couler l'eau de la Seine le long de ses piles avant que le Parisien soit revenu de sa badauderie.

M. V.

ASSEMBLÉE NATIONALE

(Première séance)

Le dimanche 12 février avait lieu dans le Grand-Théâtre de Bordeaux une séance préparatoire de l'Assemblée nationale. Cette séance se tint dans la salle des conférences. M. Benoist-d'Azy fut appelé à présider comme le plus âgé des membres présents. La réunion des représentants arrivés les premiers se borna à déclarer que dès ce jour l'Assemblée nationale de la République française était constituée. On procéda après à la nomination des secrétaires provisoires.

Le lendemain lundi, la séance était ouverte à deux heures un quart.

M. Benoist-d'Azy présidait.

Les quatre plus jeunes membres de l'Assemblée, nommés secrétaires, montent au bureau et se placent : MM. Paul de Rémusat et Duchâtel, à droite, MM. Gabriel l'Ebraly et Castellane, à gauche du fauteuil présidentiel.

Au troisième banc, à gauche, prennent place : M. Jules Favre, vice-président du gouvernement de la défense nationale, et les autres membres du même gouvernement présents à Bordeaux : MM. Jules Simon, Garnier-Pagès, Eugène Pelletan, Emmanuel Arago, Glais-Bizoin, et les ministres : MM. le général Le Flô et l'amiral Fourichon.

Le président lit la lettre suivante qui vient de lui être remise :

« Citoyen président de l'Assemblée nationale,

« Comme un dernier devoir rendu à la cause de la République française, je suis venu ici porter mon vote, que je dépose entre vos mains.

« Je renonce aussi au mandat de député dont j'ai été honoré par divers départements.

« Je vous salue.

« Signé G. GARIBALDI.

« Bordeaux, 13 février 1871. »

La lecture de cette lettre produit une certaine sensation dans l'Assemblée, qui, un instant après, prête toute son attention à M. Jules Favre qui parle de sa place.

Le vice-président du gouvernement dépose, tant en son nom qu'au nom de ses collègues, les pouvoirs du gouvernement de la défense nationale entre les mains du président de l'Assemblée, ainsi que la démission des ministres.

Le président donne acte de ces démissions, et il indique l'ordre de répartition entre les quinze bureaux chargés de la vérification des pouvoirs.

Sur la proposition de M. Cochery, l'Assemblée décide l'application provisoire du règlement qui a régi les délibérations de l'Assemblée de 1848 à 1851.

A la fin de la séance, le général Garibaldi se lève et demande la parole.

Le président M. Benoist-d'Azy déclare la séance levée, et comme une certaine agitation tumultueuse se manifeste dans les tribunes : « J'ordonne, dit-il, que les tribunes soient évacuées. »

Il était trois heures un quart.

La première séance de l'Assemblée nationale avait duré une heure.

COMMUNICATION DE M. THIERS.

(Séance du 19).

Messieurs,

Je dois, avant toutes choses, vous remercier, non pas du fardeau accablant dont vous venez de me charger, mais du témoignage de confiance que vous m'avez donné dans la séance d'avant-hier. Quoique effrayé de la tâche difficile, périlleuse, et surtout douloureuse qui m'est imposée, je n'ai éprouvé qu'un sentiment, un seul, celui de l'obéissance immédiate, absolue, à la volonté du pays, qui doit être d'autant plus obéi, d'autant mieux servi, d'autant plus aimé, qu'il est plus malheureux.

Hélas! oui, il est malheureux, plus qu'il ne le fut à aucune époque de son histoire, si vaste, si accidentée, si glorieuse, où on le voit tant de fois précipité dans un abîme d'infortune, pour remonter tout à coup au faite de la puissance et de la gloire, et ayant constamment la main dans tout ce qui a été fait de grand, de beau, d'utile à l'humanité!

Il est malheureux, sans doute; mais il reste l'un des pays les plus grands, les plus puissants de la terre, toujours jeune, fier, inépuisable en ressources, toujours héroïque surtout, témoin cette longue résistance de Paris, qui demeurera l'un des monuments de la constance et de l'énergie humaines!

Plein de confiance dans les puissantes facultés de notre chère patrie, je me rends sans hésitation, sans calcul, à la volonté nationale par vous exprimée, et me voici, à votre appel, à vos ordres, si je puis dire, prêt à vous obéir, avec une réserve, toutefois, celle de résister, si, entraînés par un sentiment généreux, mais irréflecti, vous me demandiez ce que la sagesse politique condamnerait, comme je le fis, il y a huit mois, lorsque je me levai soudainement pour résister aux entraînements funestes qui devaient nous conduire à une guerre désastreuse.

Dans l'intérêt de l'unité d'action, vous m'avez laissé le choix de mes collègues : je les ai choisis sans autre motif de préférence que l'estime publique universellement accordée à leur caractère, à leur capacité; et je les ai pris, non pas dans l'un des partis qui nous divisent, mais dans tous, comme a fait le pays lui-même en vous donnant ses votes, et en faisant figurer sur la même liste les personnes les plus divers, les plus opposés en apparence, mais unis par le patriotisme, les lumières et la communauté des bonnes intentions.

Permettez-moi de vous énumérer les noms, les attributions des collègues qui ont bien voulu me prêter leur concours :

M. Dufaure, ministre de la justice;

M. Jules Favre, ministre des affaires étrangères;

M. Picard, ministre de l'intérieur;

M. Jules Simon, ministre de l'instruction publique;

M. de Larcy, ministre des travaux publics;

M. Lambrecht, ministre du commerce;

M. le général Le Flô, ministre de la guerre;

M. l'amiral Pothuau, ministre de la marine.

Dans cette énumération manque le ministre des finances. Ce choix est déjà arrêté dans la pensée du conseil; mais l'honorable membre auquel sera attribué ce département n'étant point encore à Bordeaux, je n'ai pas cru devoir livrer son nom à la publicité.

Vous avez remarqué, sans doute, que je ne me suis chargé d'aucun département ministériel, afin d'avoir plus de temps pour ramener à une même pensée, entourer d'une même vigilance, toutes les parties du gouvernement de la France.

Sans vous apporter aujourd'hui un programme de gouvernement, ce qui est toujours un peu vague, je me permettrai de vous présenter quelques réflexions sur cette pensée d'union qui me dirige, et de laquelle je voudrais faire sortir la reconstitution actuelle de notre pays.

Dans une société prospère, régulièrement constituée, cédant paisiblement, sans secousse, au progrès des esprits, chaque parti représente un système politique et les réunit tous dans une même administration; ce serait, en opposant des tendances contraires qui s'annuleraient réciproquement ou se combattraient, ce serait aboutir à l'inertie ou au conflit.

Mais, hélas! une société régulièrement constituée, cédant doucement au progrès des esprits, est-ce là notre situation présente?

La France, précipitée dans une guerre sans motif sérieux, sans préparation suffisante, a vu une moitié de son sol envahie, son armée détruite, sa belle organisation brisée, sa vieille et puissante unité compromise, ses finances ébranlées, la plus grande partie de ses enfants arrachée au travail pour aller mourir sur les champs de bataille, l'ordre profondément troublé par une subite apparition de l'anarchie, et après la reddition forcée de Paris, la guerre suspendue pour quelques jours seulement, et prête à renaître si un gouvernement estimé de l'Europe, acceptant courageusement le pouvoir, prenant sur lui la responsabilité de négociations douloureuses, ne vient mettre un terme à d'effroyables calamités!

En présence d'un pareil état de choses, y a-t-il, peut-il y avoir deux politiques? Et, au contraire, n'y en a-t-il pas une seule, forcée, nécessaire, urgente, consistant à faire cesser le plus promptement possible les maux qui nous accablent?

Quelqu'un pourrait-il soutenir qu'il ne faut pas, le plus tôt, le plus complètement possible, faire cesser l'occupation étrangère, au moyen d'une paix courageusement débattue, et qui ne sera acceptée que si elle est honorable, débarrasser nos campagnes de l'ennemi qui les foule et les dévore; rappeler des prisons étrangères nos soldats, nos officiers, nos généraux prisonniers; reconstituer avec eux une armée disciplinée et vaillante, rétablir l'ordre troublé; remplacer ensuite et sur-le-champ les administrateurs démissionnaires ou indignes; reformer par l'élection nos conseils généraux, nos conseils municipaux dissous; reconstituer ainsi notre administration désorganisée; faire cesser des dépenses ruineuses; relever, sinon nos finances, ce qui ne saurait être l'œuvre d'un jour, du moins notre crédit, moyen unique de faire face à des engagements pressants; renvoyer aux champs, aux ateliers nos mobiles, nos mobilisés; rouvrir les routes interceptées; relever les ponts détruits; faire renaître ainsi le travail interrompu, le travail qui peut seul procurer le moyen de vivre à nos ouvriers, à nos paysans?

Y a-t-il quelqu'un qui pourrait nous dire qu'il y a quelque chose de plus pressant que tout cela? Et y aurait-il, par exemple, quelqu'un qui oserait discuter savamment des articles de la Constitution pendant que nos prisonniers expirent de misère dans des contrées lointaines, ou pendant que nos populations, mourantes de faim, sont obligées de livrer aux soldats étrangers le dernier morceau de pain qui leur reste?

Non, non, messieurs! pacifier, réorganiser, relever le crédit, ranimer le travail, voilà la seule politique possible, et même concevable en ce moment. A celle-là, tout homme sensé, honnête, éclairé, quoi qu'il pense sur la monarchie ou la république, peut travailler utilement; et n'y eût-il travaillé qu'un an, six mois, il pourra rentrer dans le sein de la patrie le front haut, la conscience satisfait.

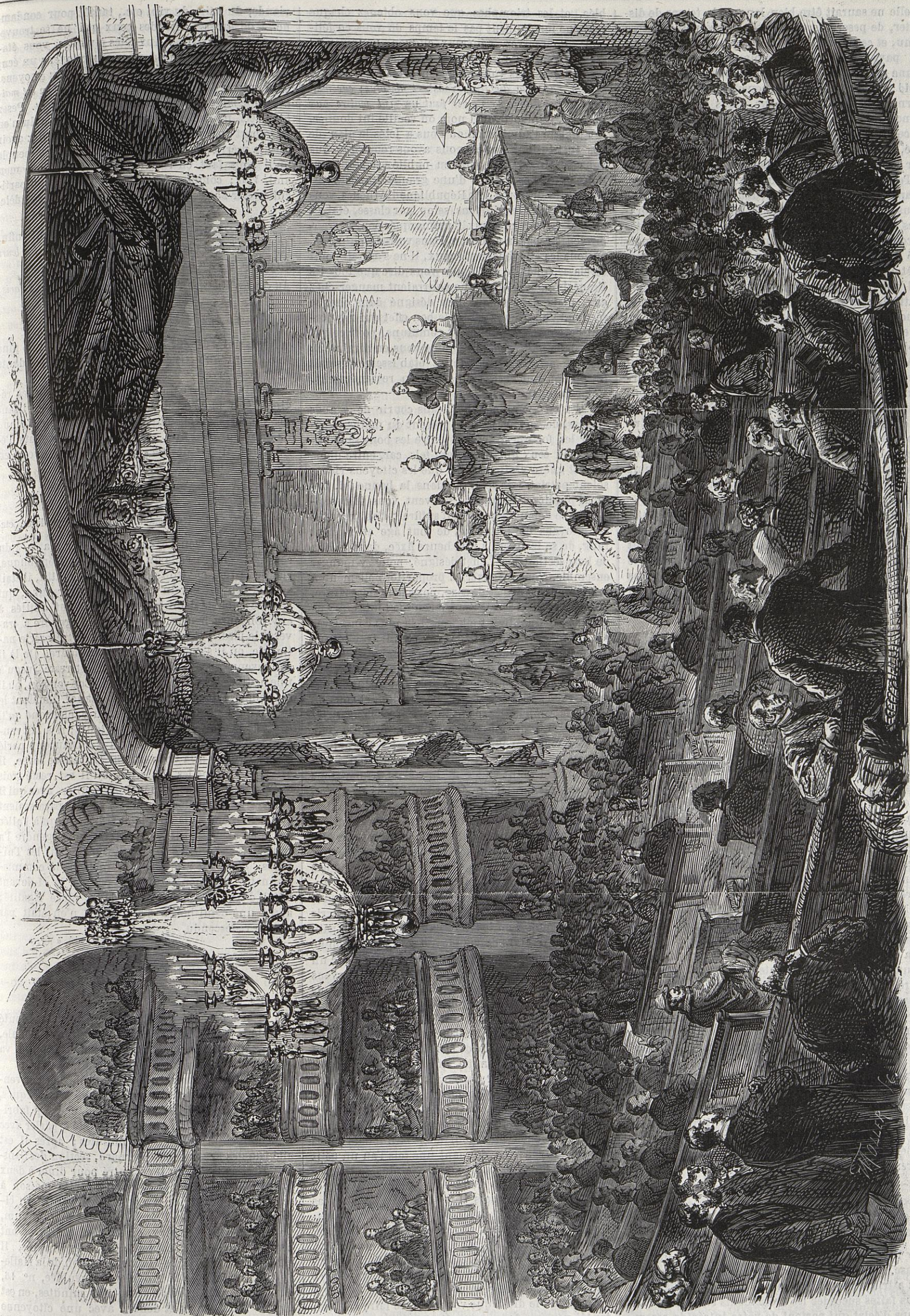
Ah! sans doute, lorsque nous aurons rendu à notre pays les services pressants que je viens d'énumérer, quand nous aurons relevé du sol, où il gît, ce noble blessé qu'on appelle la France; quand nous aurons fermé ses plaies, ramené ses forces, nous le rendrons à lui-même: et, rétabli alors, ayant recouvré la liberté de ses esprits, il dira comment il veut vivre.

Quand cette œuvre de réparation sera terminée,



AUTOUR DE PARIS. — Aspect du pont de Sévres depuis la signature de l'armistice. — (Dessin d'après nature de M. Féral.)

AUTOUR DE PARIS. — Aspect du pont de Sévres depuis la signature de l'armistice. — (Dessin d'après nature de M. Féral.)



BORDEAUX le 12 février 1871. — M. Jules Favre remet entre les mains de l'Assemblée nationale les pouvoirs du Gouvernement de la défense nationale. (D'après le croquis de notre correspondant.)

et elle ne saurait être bien longue, le temps de discuter, de peser ces théories de gouvernement sera venu, et ce ne sera plus un temps dérobé au salut du pays. Déjà un peu éloignés des souffrances d'une révolution, nous aurons retrouvé notre sang-froid; ayant opéré notre reconstitution sous le gouvernement de la République, nous pourrions prononcer en connaissance de cause sur nos destinées, et ce jugement sera prononcé, non par une minorité, mais par la majorité des citoyens, c'est-à-dire par la volonté nationale elle-même.

Telle est la seule politique possible, nécessaire, adaptée aux circonstances douloureuses où nous nous trouvons. C'est celle à laquelle nos honorables collègues sont prêts à dévouer leurs facultés éprouvées; c'est celle à laquelle, pour ma part, malgré l'âge et les fatigues d'une longue vie, je suis prêt à consacrer les forces qui me restent, sans calcul, sans autre ambition, je vous le jure, que celle d'attirer sur mes derniers jours les regrets de mes concitoyens, et permettez-moi d'ajouter, sans même être assuré, après le plus complet dévouement, d'obtenir justice pour mes efforts.

Mais n'importe! devant le pays qui souffre, qui périt, toute considération personnelle serait impardonnable. Unissons-nous, messieurs, et disons-nous bien que, en nous montrant capables de concorde et de sagesse, nous obtiendrons l'estime de l'Europe, avec son estime, son concours, de plus le respect de l'ennemi lui-même, et ce sera la plus grande force que vous puissiez donner à vos négociateurs pour défendre les intérêts de la France dans les graves négociations qui vont s'ouvrir.

Faites donc renvoyer à un terme qui, du reste, ne saurait être bien éloigné, les divergences de principes qui nous ont divisés, qui nous diviseront peut-être encore; mais n'y revenons que lorsque les divergences, résultat, je le sais, de convictions sincères, ne seront plus un attentat contre l'existence et le salut du pays.

LES MÉMOIRES DE LA RÉPUBLIQUE

LES CORRESPONDANTS DE ROBESPIERRE

Au point de vue de la vérité, on peut dire que l'histoire trouve son compte à chaque changement de régime. Comme en 1848, lorsque M. Taschereau donna sa *Revue rétrospective* (où se trouve, soit dit en passant, sous la signature du prince de Joinville, la lettre la plus belle et la plus prophétique), comme à la fin de 1870, lorsque commença la publication actuelle des *Correspondances impériales*, la chute de Robespierre, fournit l'occasion de publier les *Papiers* trouvés chez lui. La dernière édition, que j'ai entre les mains, date de 1828 (Paris, Baudouin frères).

Un homme qui fit tomber tant de têtes devait nécessairement recevoir un grand nombre de lettres. Ceux qui accusent et ceux qui se justifient ont à la plume un égal recours. En dehors d'eux, se trouvent quelques réformateurs, dont le plus bizarre, le sieur Niveau, me paraît mériter ici une place.

Niveau était un Hollandais qui venait de se baptiser ainsi pour faire honneur au calendrier républicain, récemment édicté par Robespierre. En l'informant du fait, il lui suggère une idée, qui reçut un commencement d'exécution; — celle des repas républicains. Je ne sais, par exemple, si elle porta du premier coup les fruits économiques qu'il en espérait. — La lettre de Niveau est également remarquable par les tendances peu égalitaires qu'il manifeste dès le début pour le pouvoir absolu. C'était mal inaugurer son sobriquet égalitaire.

NIVEAU...

« Amsterdam, le 1^{er} jour de la 1^{re} décade du 3^e mois de la République, une et indivisible.

« Il y a déjà longtemps que je vous dois une réponse, mon cher Robespierre, mais vous n'en devez attribuer le retard qu'à la rapidité avec laquelle vous faites succéder les événements en France. Les coups d'éclat qui partent de votre intrépide assem-

blée, et les triomphes que vous obtenez chaque jour, ne me donnent pas le temps de vous en féliciter. Poursuivez, généreux citoyen, poursuivez! Nous voyons avec une secrète joie que vous touchez au but que vous vous êtes proposé. *Encore quelques têtes à bas et la dictature vous est dévolue; car nous reconnaissons avec vous qu'il faut un seul maître aux Français, n'importe quel nom on veuille lui donner.*

« Malgré l'admiration où nous a jetés le plan de vos institutions civiles, nous avons remarqué que vous paraissez avoir omis ou oublié un point qui nous semble cependant d'une grande importance. Dans les beaux jours de la République d'Athènes, vous savez que tous les citoyens, selon leur classe, étaient obligés de se rendre aux lieux marqués pour y prendre leurs repas en commun. Dans votre République, où tous les citoyens sont égaux, il ne s'agirait point de classe, mais de section, je veux dire que tous les Français généralement ne pourraient manger chez eux, mais dans chaque lieu désigné dans chaque section. Vous devez sentir le bon effet qui résulterait de ces repas publics et communs, pour ce qui regarde la politique, aussi je ne vous en dirai rien; mais le principal objet de cet établissement serait les profits immenses qui vous en reviendraient. Voici comment :

« Il n'est guère possible, sans courir de grands risques, de songer, pour le présent du moins, à niveler les fortunes, surtout entre les bons sans-culottes ou ceux qui paraissent tels, car, entre nous, il n'est guère vraisemblable que les citoyens riches soient patriotes de cœur et dans la bonne foi. Les repas publics et communs peuvent vous faire suppléer à ce défaut. Pour cela il suffirait d'obliger tous les citoyens de tout sexe, de tout âge et de tout rang, de se trouver, à une heure fixée, dans le lieu de leur section à cet effet désigné, pour y manger ensemble. Vous les taxeriez proportionnellement à la différence d'âge et de sexe, pour leur nourriture. Cette taxe vous serait remise comme toutes les autres, et sans contredit elle serait la plus considérable, en même temps qu'elle exempterait les citoyens de dépenses considérables pour leur table.

« Vous savez que dans une pension ce qui fait le profit du maître, c'est le nombre des pensionnaires; vous, vous seriez les maîtres de pension, et tous les Français seraient les pensionnaires; vous n'auriez jamais à craindre que votre table ne fût pas bien garnie, puisque vous auriez fait une loi qui obligerait de s'y trouver. Ainsi votre spéculation serait faite sur un point stable et invariable. Supposons donc maintenant, pour juger un peu de ce projet, une section composée de 3,000 personnes; toutes, vu leur âge et leur sexe, ne payeraient pas le même prix; prenons un moyen terme qui soit par tête 250 francs par an, pour un repas par jour; ce n'est pas trop assurément; cette somme payée par 3,000 personnes en donnera une de 750,000 francs par an, et de 2,000 francs et plus par jour; or, je prétends qu'avec 1,800 francs aussi par jour on peut nourrir 3,000 personnes, en leur donnant une livre de pain à 3 sous, une livre de viande à 6 sous, une chopine de vin à 2 sous, ce qui fait 11 sous par tête pour un repas, comme j'ai dit. Permis ensuite aux citoyens d'en faire un le soir chez eux. Voilà donc plus de 200 francs de bénéfice sur 3,000 personnes, rien que dans un jour, et, pour toute l'année, 73,000 francs, ce qui donne, pour 25,000,000 d'individus, une somme fixe et annuelle de 608,309,000 francs, ce qui en vaut la peine, comme vous voyez. Il y a des frais, me direz-vous? Oui, mais les bois et les maisons nationales étant à vous, voilà les plus grandes dépenses d'épargnées. Les gens employés seraient nourris par surcroît et sur le total; leurs gages seraient peu de chose, et pourraient être même payés par les citoyens, en donnant une fois l'an un petit écu. Vous me direz encore qu'il y a plus de la moitié des citoyens hors d'état de payer ces 250 francs par an; d'accord, mais il y en a aussi dans le cas de payer dix à vingt fois plus; or, il faudrait mettre sur eux une taxe, en raison de leur fortune, que vous nommeriez, par exemple, *taxe de l'égalité*, puisqu'elle servirait à rétablir entre tous les citoyens l'égalité des fortunes. Au surplus, vous avez dans les mains une ressource continuelle, celle qui vous donne le droit que vous avez de faire des lois; tantôt vous en feriez pour diminuer le prix de la

viande, du pain, du vin, etc., tantôt pour condamner à de grosses amendes ceux qui ne se trouveraient pas aux repas. Aux fêtes civiques, vous établiriez l'usage de faire donner aux citoyens un écu, six francs, plus ou moins, selon leurs moyens, pour mieux donner la fête; enfin, quand on est maître, on a mille moyens de faire argent de tout. Pesez bien ceci, mon cher citoyen; nous avons voulu n'en faire part qu'à vous, afin que vous paraissiez avoir seul le mérite de l'invention aux yeux du peuple qu'il vous faut entièrement gagner. Adieu, mon ami. *Vale*; comptez toujours sur nous, et en particulier sur l'attachement inviolable de votre fidèle,

« Signé NIVEAU. »

« P. S. Nos braves sans-culot'es m'imitent enfin, et prennent tous des noms plus conformes que les leurs à l'égalité et à la liberté. »

Au citoyen Robespierre, à la Convention nationale à Paris; par Liège.

Après notre dîner Batave, je n'ai rien vu de plus intéressant que Guérin dans les correspondants de Robespierre.

Guérin était, ce qu'on appelle sous tous les régimes, un mouchard. On s'en apercevra en lisant ses rapports dignes des agents du pouvoir déchu; ils prouvent bien que, malgré les changements d'étiquettes, il est des sacs où tous les pouvoirs en viennent toujours à fourrer la main.

GUÉRIN

« Le 4 messidor, l'an 2 de la République, etc.

« ... Le citoyen Legendre était hier matin, 3 du courant, sous l'arcade du théâtre de la République, rue de la Loi, environ dix heures du matin, il était avec le général Parein en grande conversation, qui a duré plus de demi-heure. Ils se sont quittés à environ onze heures. Le citoyen Legendre a traversé le jardin d'Égalité et est allé à la trésorerie nationale, où il s'est arrêté une demi-heure. De là il est revenu aux Tuileries, où il est resté jusqu'à une heure, et est entré ensuite à la Convention, où il est demeuré jusqu'à la fin de la séance. Pendant le temps qu'il a été aux Tuileries, on a remarqué qu'il avait de l'ennui; il a fait divers tours; il a fait rencontre d'un citoyen avec lequel il a beaucoup parlé avant d'entrer à la Convention. La séance levée, il est revenu dans les Tuileries, où il est resté trois quarts d'heure avec le même particulier, avec qui il s'entretenait mystérieusement, et ils paraissaient éviter le monde. Ils ont été ensemble jusqu'à l'allée du pont ci-devant Royal. Le citoyen Legendre l'a traversé, et l'autre citoyen est rentré dans les Tuileries, de là est allé dans la maison du commissaire au mont-de-piété, proche le ci-devant hôtel d'Angleterre, au coin de la place d'Égalité; après une demi-heure d'attente, il n'en était pas encore redescendu.

« G. »

« Du 8 messidor.

« Citoyen,

« Il n'a pas été possible de joindre le député Bourdon (de l'Oise) ni à la Convention nationale, ni chez lui; tout ce qu'on a pu savoir, c'est qu'il va quelquefois dans sa rue, dans la maison n° 557.

« Le député Thuriot, au sortir de la Convention nationale, le 6 courant, est allé rue Jacques, section du Panthéon français, n° 35, chez un fabricant de portefeuilles, où il s'est arrêté à parler avec une citoyenne environ dix minutes; après il est allé rue des Fossés-Saint-Bernard, section des Sans-Culottes, n° 1,220, où il est sorti pour dîner à deux heures trois quarts, et est sorti de cette maison à sept heures et demie; il a ensuite rencontré un citoyen sur le quai de l'École, section du Muséum, proche le café Manoury, où ils sont entrés et ont bu ensemble une bouteille de bière; après, il est allé rue d'Orléans-Honoré, section de la Halle-au-Blé, maison de la Providence, meublée, n° 16, où il s'est arrêté environ vingt-cinq minutes, en est sorti à huit heures et demie, avec une citoyenne qui avait une lévite couleur puce et un grand chapeau

à bordure de couleur, jupon blanc et sur sa tête un mouchoir blanc arrangé de manière qu'il fermait un bonnet : ils sont allés ensemble au jardin Égalité, où ils ont fait trois tours, après lesquels ils sont allés place Égalité, au n° 163, où ils ont parlé un instant à la portière, et sont revenus audit jardin Égalité, où ils ont fait le tour des galeries, et sont retournés au même n° 163, place Égalité, où ils ont soupé; ils y sont entrés à neuf heures et demie, et à onze heures ils n'en étaient pas encore sortis; nous nous sommes retirés; n'étant pas certains s'ils en sortiraient.

« Le citoyen Tallien est resté, le 6 messidor au soir, aux Jacobins jusqu'à la fin de la séance; il a attendu son homme au gros bâton rue Honoré, devant une porte cochère; nous avons remarqué qu'il avait beaucoup d'impatience. Enfin, il est arrivé; il n'y a pas de doute qu'il était dans les tribunes. Ils ont remonté la rue Honoré, celle de la Loi, les baraques, la galerie à droite de la maison Égalité, se sont assis dans le bas du jardin, ont pris chacun une bavaroise, ont remonté sous les galeries de bois, dont ils ont fait trois fois le tour, se parlant toujours mystérieusement et se tenant sous le bras. A onze heures, ils ont traversé la cour du palais et ont gagné la place Égalité; le garde a été arrêté, un fiacre a salué Tallien, et ils se sont qualifiés réciproquement d'amis, en disant : « A demain, mon ami. » Nous nous sommes approchés de la voiture : Tallien a dit au cocher de le conduire rue de la Perle; l'autre s'en est allé par la rue de Chartres, à pied. Nous avons couru jusqu'au pont ci-devant Royal, nous n'avons pu le rejoindre; nous présumons qu'il est entré dans une allée, ou qu'il demeure sur la section des Tuileries. Nous l'avons signalé hier soir, une veste rouge et blanche, à grands raies, culotte noire, un gilet, chapeau rond, cheveux blonds et en rond, presque de la taille de Tallien.

« Le citoyen Thuriot est sorti, hier 7 courant, de la Convention, à trois heures, et est allé rue Honoré, proche les ci-devant Capucins, n° 30, et y est resté jusqu'à cinq heures qu'il est sorti avec une citoyenne, et ils ont été ensemble rue Neuve-du-Luxembourg, n° 161; nous nous y sommes arrêtés jusqu'à sept heures, et ils n'étaient pas encore ressortis. Nous avons remarqué à ce n° 161 des jardins donnant sur les boulevards, par lesquels ils sont probablement sortis.

« G. »

Le 10 messidor.

« Nous nous sommes transportés hier 9 courant chez le citoyen Bourdon (de l'Oise), dans son domicile, rue des Pères, faubourg Germain, n° 15. En sortant, il est allé en face de chez lui, n°...; il y est resté environ trois heures; de là à la Convention. Dans son chemin, il a parlé à un citoyen qui menait un enfant d'environ six ans. Il est ressorti pour entrer dans un bureau où on reçoit les lettres, dans lequel il s'est arrêté dix minutes environ. En rentrant à la Convention, il a donné des poignées de mains à quatre ou cinq députés; il bâillait dans le temps que l'on apprenait des nouvelles avantageuses. En sortant de la Convention, il est allé rue Honoré, du côté opposé aux Jacobins, n° 58; dans cette maison sont entrés quatre citoyens après Bourdon, ensuite encore deux autres, que l'on croit députés; nous croyons que tous ces citoyens sont restés très-tard dans cette maison.

« Le citoyen Thuriot, hier 9, est sorti à la fin de la séance; à la porte des ci-devant Feuillants, il a parlé mystérieusement au citoyen Boissel, qui a été renvoyé de la société; la conversation a été courte. Le citoyen Talon (ou Calon), député, inspecteur de la salle de la Convention, et un autre citoyen que nous ne connaissons pas, et trois citoyennes, ont joint le citoyen Thuriot; ils ont été dans la rue Honoré; là, les cinq citoyens et citoyennes ont pris la place des Piques, le citoyen Thuriot la rue Honoré, n° 36, près les Capucins. Nous avons entendu qu'en se quittant, un des citoyens a dit à Thuriot : « Ne tarde pas. » Et en effet il n'a fait que monter et descendre; il est allé place des Piques, n° 108, au dépôt général de la guerre, où il est resté jusqu'à sept heures; de là il est allé chez lui, rue Honoré,

où nous l'avons attendu jusqu'à huit heures; il n'était pas ressorti.

« Le citoyen Calon (ou Talon), et l'autre citoyen dont nous ignorons le nom sont sortis du n° 108 à six heures; ils sont rentrés à six heures et demie. Le citoyen Coupé, député, est entré au n° 108 à cinq heures et demie, et nous ne l'avons pas vu ressortir.

« Le citoyen Legendre est entré, le 8 courant, à la Convention à midi et demi, et en est sorti à la fin de la séance à trois heures un quart; il a pris par la ci-devant chapelle pour s'en aller, a gagné la terrasse de la Liberté, et est rentré rue de Beaune, en son domicile. Il en est sorti à cinq heures, a traversé les Tuileries par le Pont-Tournant et les Champs-Élysées, a rencontré un citoyen qui était avec une citoyenne, une fille d'environ douze ans, et un garçon d'environ huit ans, qui nous parurent être tous de la même famille. Ils sont allés ensemble jusqu'au camp qui est vis-à-vis le bois de Boulogne, où ils ont regardé faire les premiers exercices aux jeunes citoyens. Il a laissé cette famille entrer au bois de Boulogne, et est revenu par le même chemin avec un autre citoyen, est rentré aux Tuileries, a quitté ce citoyen au passage des Feuillants, qu'il a traversé, a pris la rue Honoré et est entré aux Jacobins à neuf heures un quart. Nous avons tenté d'entrer aux tribunes, mais la quantité de citoyens qui assistaient à la séance nous a obligés de nous retirer.

« G. »

Four copie conforme.

LORÉDAN LARCHEY.

Statistique des Ballons du Siège

— Pendant le siège, l'administration des postes a fait partir 54 ballons, qui ont emporté environ 2 millions 500,000 lettres, représentant un poids total de 10,000 kilogrammes.

Voici la liste de ces ballons, que nous avons relevée très-exactement croyons-nous :

- Neptune*, parti le 23 septembre.
- Città di Firenze*, parti le 25 septembre.
- États-Unis*, parti le 29 septembre.
- Céleste*, parti le 30 septembre (celui-ci est le seul qui ait été chargé de cartes-poste).
- Armand-Barbès*, parti le 7 octobre (a emporté Gambetta et les premiers pigeons).
- Washington*, parti le 12 octobre.
- Louis-B'anc*, parti le 12 octobre.
- Godefroy-Cavaignac*, parti le 14 octobre (départ de Kératry).
- Guillaume-Tell*, parti le 14 octobre (départ de Ranc).
- Jules-Favre*, parti le 16 octobre.
- Jean-Bart*, parti le 16 octobre.
- Victor-Hugo*, parti le 18 octobre.
- Lafayette*, parti le 19 octobre.
- Garibaldi*, parti le 22 octobre.
- Montgolfier*, parti le 23 octobre.
- Vauban*, parti le 27 octobre (tombé près de Verdun dans les lignes prussiennes. Les aéronautes s'échappèrent).
- Colonel Charras*, parti le 29 octobre.
- Fulton*, parti le 2 novembre.
- Ferdinand-Flocon*, parti le 4 novembre.
- Galilée*, parti le 4 novembre (capturé).
- Ville-de-Châteaudun*, parti le 6 novembre.
- Gironde*, parti le 8 novembre.
- Daguerre*, parti le 12 novembre (capturé).
- Népece*, parti le 12 novembre.
- Général-Uhrich*, parti le 18 novembre.
- Archimède*, parti le 21 novembre (a atterri en Hollande).
- Ville-d'Orléans*, parti le 24 novembre (a atterri en Norvège).
- Jacquard*, parti le 28 novembre.
- Jules-Favre* (second du même nom), parti le 30 novembre (paraît s'être perdu en mer).
- Franklin*, parti le 5 décembre.
- Denis-Pépin*, parti le 7 décembre.
- Général-Renaut*, parti le 11 décembre.
- Ville-de-Paris*, parti le 13 décembre (tombé dans le duché de Nassau; l'aéronaute Delamarne a publié un récit curieux).

- Parmentier*, parti le 17 décembre.
- Gutenberg*, parti le 17 décembre.
- Davy*, parti le 18 décembre.
- Général-Chanzy*, parti le 20 décembre.
- Lavoisier*, parti le 22 décembre.
- Délivrance*, parti le 23 décembre.
- Tourville*, parti le 27 décembre.
- Bayard*, parti le 29 décembre.
- Armée-de-la-Loire*, parti le 31 décembre.
- Newton*, parti le 4 janvier 1871.
- Duquesne*, parti le 9 janvier 1871.
- Gambetta*, parti le 10 janvier 1871.
- Képler*, parti le 11 janvier 1871.
- Général-Faidherbe*, parti le 13 janvier 1871.
- Vaucanson*, parti le 15 janvier 1871.
- Poste-de-Paris*, parti le 18 janvier 1871.
- Général-Bourbaki*, parti le 20 janvier 1871.
- Général-Daumesnil*, parti le 22 janvier 1871.
- Torricelli*, parti le 24 janvier 1871.
- Richard-Wallace*, parti le 27 janvier 1871.
- Général-Cambronne*, parti le 28 janvier 1871.

Il est parti :

- 26 ballons de la gare d'Orléans.
- 16 de la gare du Nord.
- 3 de la gare de l'Est.
- 3 de la place Saint-Pierre, à Montmartre.
- 2 du jardin des Tuileries.
- 2 du boulevard d'Italie.
- 1 de Vaugirard.
- 1 de la Villette.

Nous devons ajouter la mention de quelques ballons qui, n'étant pas chargés d'une mission postale, ne figurent pas dans ce relevé :

- Le George-Sand*, parti le même jour que l'*Armand-Barbès*.
- La Liberté*, de M. Wilfrid de Fonvielle, enlevé par le vent, le 17 octobre, avant d'être monté.
- L'Égalité*, parti le 25 novembre.
- Le Volta*, parti le 1^{er} décembre, emportant M. Janssen, chargé d'une mission scientifique.
- La Bataille-de-Paris*, parti le 30 novembre. (Paris-Journa')

LE FORT D'ISSY ET LE BASTION 65

La sottise et la méchanceté de l'espèce humaine n'apparaissent jamais plus haïssables que lorsqu'on en considère les tristes effets par une belle journée bien ensoleillée.

C'est au grand jour et en pleine lumière qu'il faut voir les désastres de la guerre pour bien apprendre à la détester. Les ruines que vient de faire le canon sont alors étalées comme des plaies toutes fraîches, saignantes encore. En face des premiers rayons de soleil qui invitent la nature à renaître, on se demande quelle rage de destruction tient au cœur de l'homme, cet être dit intelligent, pour détruire en quelques heures le travail de longues années.

Pour philosopher sur un pareil spectacle, nous n'avons pas besoin de sortir de Paris où, grâce aux obus prussiens, les traces de la brutalité militaire sont inscrites un peu partout.

Le *Monde illustré* a déjà enregistré les effets produits par le bombardement dans nos quartiers de la rive gauche, alors que la neige couvrait encore les toits effondrés et qu'elle était rougie du sang des victimes atteintes par les éclats des bombes. Aujourd'hui que le ciel redevient bleu et le jour plus transparent, il est bon encore d'étaler sous les yeux de nos lecteurs les dégâts inutiles commis par nos ennemis dont l'acharnement à tout détruire n'a pas avancé d'une heure la reddition de Paris. Puisqu'ils avaient pris la famine pour alliée, ils devaient lui laisser faire son œuvre tranquillement, jour à jour, se contentant de maintenir autour de la place le blocus rigoureux. Mais ils l'ont dit : il faut faire le plus de mal possible à la France, l'Allemagne en sera plus grande.

Aussi faut-il voir avec quel acharnement ils ont mitraillé ce malheureux bastion 65 qui développe ses formidables travaux entre la station d'Auteuil et la porte de Boulogne.

Pendant plus de quinze jours les obus envoyés par les batteries de Meudon ont plu là dru comme grêle. L'un n'attendait pas l'autre, et dans la nuit il n'y avait pas un moment de repos de plus que dans le jour.

Le bâtiment qui a été le plus éprouvé par ce bombardement est le poste-caserne construit en cet endroit sur le boulevard Murat. La maison est éven-

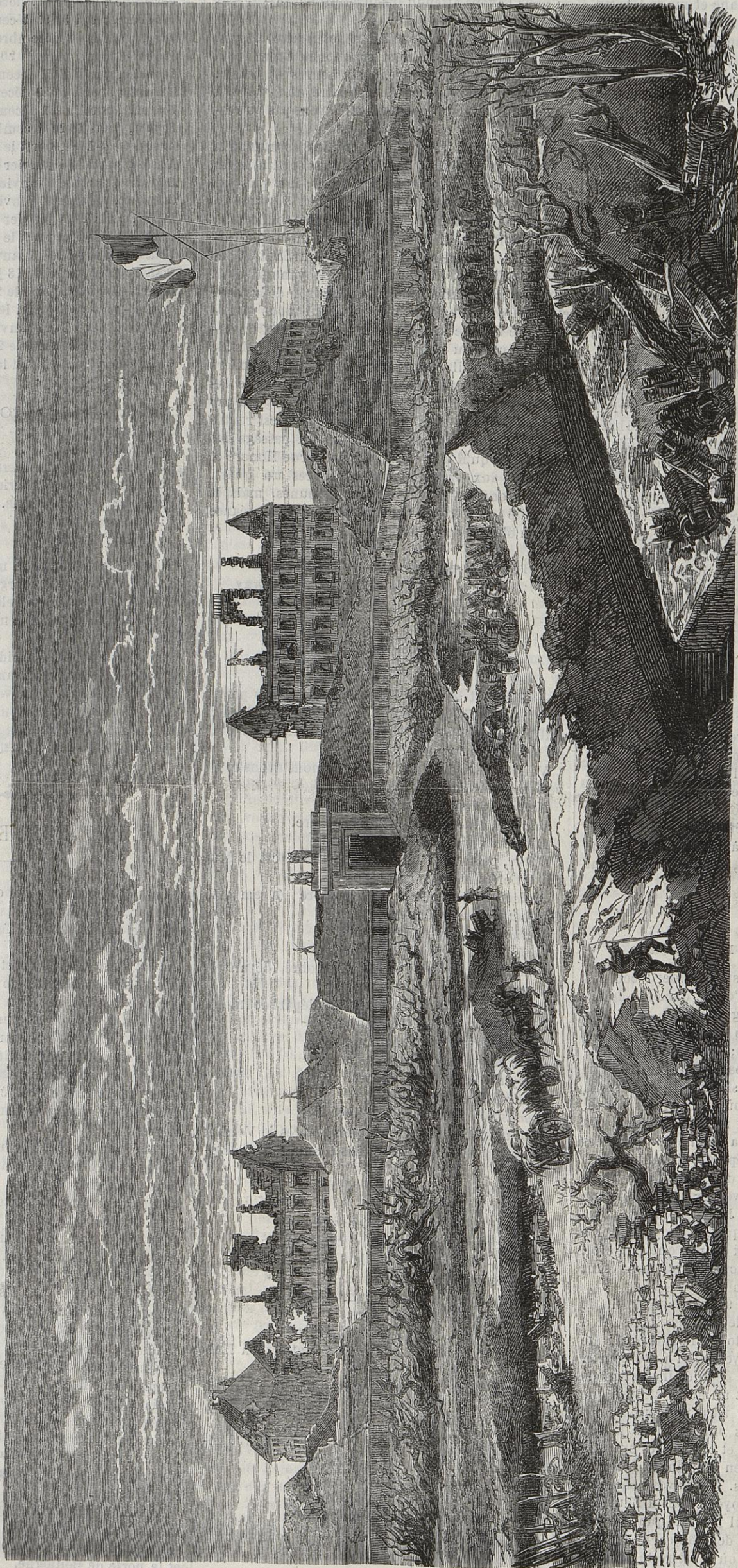
trée, trouée, disloquée à l'inférieur, criblée comme une écumoire. Les ardoises des toits sont en miettes et sont éparpillées comme les écailles tombées sur le dos d'un poisson mort. Les cheminées sont rasées, les jalousies des croisées brisées, déchiquetées, pendent accrochées encore à leur dernier gond; un escalier, dont les marches se sont effondrées sous le choc du projectile, montre son squelette de fer

et de bois à travers une large ouverture béante qui laisse voir de l'autre côté du bâtiment. Le poste-caserne est percé à jour.

Sous le déluge d'obus qui vint l'assaillir, on avait revêtu de terre le rez-de-chaussée jusqu'à la hauteur du premier étage, ce qui a préservé les constructions inférieures, mais à partir de ce niveau tout l'édifice est à refaire. C'était là un

bâtiment militaire, et sa destruction s'explique.

L'ennemi supposait avec raison qu'une partie des troupes était là abritée; mais ce que l'on ne comprend guère c'est la démolition voulue de ces jolies villas d'Auteuil, dont les jardins et les serres ne donnaient l'hospitalité qu'à des plantes innocentes. C'est là que le vandalisme prussien apparaît dans toute sa laideur.



HORS LES MURS. — Etat actuel du fort d'Issy vu des avant-postes. — (Dessin d'après nature de M. Sellier.)

Quelques percés neige qui étaient déjà leur corolle jaunée pâle auprès des métézes, reve-dissant déjà, protestent timidement contre cette sauvagerie humaine qui ne respecte ni l'œuvre de Dieu, ni l'œuvre de l'intelligence; et le soleil qui les caresse de ses pâles mais déjà tièdes rayons, semble leur donner raison.

En suivant le cours de la Seine, d'Auteuil à Gre-

core sans la signature de la convention du 28 janvier. Comme l'invulnérable Mont-Valérien, comme tous les autres forts de Paris, le fort d'Issy voit flotter aujourd'hui au-dessus de ses murailles les couleurs détestées du drapeau prussien. Et cependant, les Prussiens, pas plus à Paris qu'à Metz et à Bel-fort, n'ont pris d'assaut aucun des forts détachés, enlevé aucune des lignes extérieures de défense.

Mais les couleurs allemandes, noir, blanc et rouge, n'en flottent pas moins sur nos forts, de la Seine, de la Moselle, du Haut-Rhin et, ici comme là, le soleil ne commence pas moins à éclairer les désastres qu'ils ont commis, et à reverdir l'herbe des talus de nos places fortifiées.

LÉO DE BERNARD.



EFFETS DU BOMBARDEMENT. — Etat actuel du poste-caserne n° 9 du bastion 65. — (Dessin d'après nature de M. Deroy.)

DE PARIS A VIERZON

M. le directeur, enfin le blocus est rompu. L'ar-

mistice [du 28 janvier me permet de quitter Paris. Je vais donc revoir mon beau ciel du midi et refaire ma santé, fortement ébranlée par cinq mois de privations.

Ainsi parlai-je le 29 janvier en lisant la convention qui mettait fin au siège de Paris. Le surlendemain je courus à la préfecture de police où se délivraient des laissez-passer.



DE JUVISY A LAMOTTE-BEUVRON. — Départ de Paris des premiers voyageurs, candidats à la députation, etc., en wagon de marchandises. — (Croquis de M. Fabre.)

LÉO DE BERNARD.

ont pris d'assaut aucun des forts détachés, enlevé aucune des lignes extérieures de défense.

le brave fort a tenu vaillamment. Il tiendrait en-

En suivant le cours de la Seine, d'Anteuil à Gre-

J'obtins facilement ce que je désirais, et le 1^{er} février, à 9 heures du matin, je me trouvais rue Montmartre, aux ambulances de la garde nationale, prêt à prendre la voiture qui devait me conduire à Juvisy, seule station ouverte aux voyageurs allant vers Lyon.

Je trouvais là de nombreux compagnons de route. Quelques-uns allaient s'occuper du ravitaillement de Paris, d'autres, comme moi, n'aspiraient qu'au moment de revoir leurs familles. On coudoyait aussi des candidats à la députation, mais ils paraissaient tellement préoccupés, anxieux que malgré moi, je les confondais avec un certain nombre de *franc-tireurs*, dont on avait constaté l'absence régulière lors des prises d'armes.

En route pour Juvisy !

Encore quelques minutes et nous voilà partis. Point ou peu d'ennemis jusqu'aux avant-postes prussiens ! Là commencèrent les petites vexations.

Autant les officiers supérieurs prussiens sont roides mais polis, autant les subalternes le sont peu. Beaucoup de morgue, peu de bonne volonté à faciliter le passage.

Heureusement pour moi je parlais allemand. Cette circonstance m'évita bien des rebuffades dont mes compagnons de route furent victimes. Enfin, après un voyage de trois heures nous arrivons à la gare de Juvisy.

Nous espérions être au bout de nos peines. Profonde erreur ! La commencèrent, réellement, nos vraies tribulations.

D'abord, nous avons cru trouver des wagons de toutes classes ; il n'en était rien. Une seule voiture de 1^{re} classe et le reste mélangé de troisièmes ou de voitures de bagages et de transports.

J'eus la désagréable faveur d'être *emballé*, c'est le mot, dans un wagon à marchandises ; heureusement il était couvert.

L'état de mes finances m'avait fait opter pour la route de Bourgogne, exploitée par une administration allemande, histoire d'économiser, et peut-être d'arriver plus vite.

Encore un mauvais tour de la fortune. J'avais compté sans la rapacité et le bon plaisir de nos ennemis. Arrivé à Nuits-sous-Ravières, où je couchai, je me décidai à passer par Autun, Nevers et Lyon. Une fois à Lyon, je devais être sauvé.

Mais, pour atteindre cette dernière ville, que de souffrances ! combien de tracasseries de toute nature !

Ah ! si j'en avais des petits-enfants, — ce dont je doute, — je leur raconterai tout ce que j'ai souffert pendant les 132 heures qu'a duré mon voyage. J'espère, par ce récit, leur faire comprendre la nécessité pour la France de ne pas oublier la guerre de 1870.

Mon enfance avait été bercée par les narrations d'un voyage de mon grand-oncle, parti de Montpellier pour Lyon avec les coches, pataches et autres moyens de locomotion remontant presque au déluge ; mais au moins il avait voyagé en toute liberté, et la somme de ses souffrances se soldait par un rhumatisme qu'il garda toute sa vie.

Tandis qu'en l'an de grâce 1871, et pendant l'occupation prussienne, un voyage en voiture et en chemin de fer équivalait aux tortures du moyen âge. On arrive, — lorsque toutefois il n'est pas impérieusement ordonné de rebrousser chemin, — mais on arrive l'âme brisée, le cœur meurtri, ulcéré ; la colère, la honte, la douleur, tout se confond et ne forme plus en vous qu'un seul sentiment, qui peut se résumer en deux mots : se souvenir et attendre.

Veuillez agréer, etc.

E. R.

LA FRANCE DEVANT L'EUROPE

(Suite et fin)

Si les honnêtes travailleurs de l'Angleterre, comme ceux de l'Allemagne, avaient sur la France quelques préjugés, ils ont dû en revenir. Ils ont vu tout ce qu'il y a, sous des apparences parfois légères, de force morale, de dignité réelle. Où a-t-on jamais vu, dans la plus violente crise, une telle révolu-

tion, grandiose de force et de douceur ? Dans Paris, cet océan multiforme de deux millions d'hommes, si peu de trouble, point de sang. L'agitation socialiste, l'impudence du combat, qui y firent un jour d'orage, n'y furent pas moins très-humaines. A Lyon *un homme* a péri. Vrai malheur, excellent prétexte aux injures de l'ennemi. *Un homme !* c'est beaucoup sans doute. Mais quand on a traversé comme moi toute l'histoire, tant de révolutions sanglantes chez les peuples qu'on dit les plus sages, on est stupéfait vraiment de voir qu'*un seul* homme ait péri. *Un seul* dans l'état violent où nous mettaient nos misères ! *Un seul* parmi tant de traitres bien connus et tant d'espions !

Quelle puissance elle a tout à coup cette République pour l'ordre, la sûreté des personnes, des propriétés ! Le pouvoir civil commande : tout le militaire obéit. Gouvernement simple et fort qui ne coûte plus rien au peuple. Avec quelle régularité celui-ci paye l'impôt nécessaire à ses armées, employé pour son salut !

Tout cela fera réfléchir et les ouvriers anglais et bien d'autres en Europe, lorsqu'ils poseront en face les trahisons visibles de la monarchie. En France elle a livré l'armée. A Londres elle livre l'honneur, la sûreté du pays. Les parentés dynastiques ont fait des rois et des reines une funeste famille qui a ses intérêts à part, le plus souvent contre les peuples. On a vu ainsi le grand traître Charles I^{er}, le parent et l'ami de l'ennemi, refuser d'intervenir au début de la guerre de Trente ans, oublier l'honneur anglais et regarder froidement la mort de deux millions d'hommes.

La Couronne et la Fabrique ont très-bien marché d'ensemble. Leur organe, M. Gladstone, lestement a dit au peuple : « Mêlez-vous de vos affaires ! » — « Mais le Russe se moque de nous ! Mais on tire sur nos vaisseaux ! Mais on ne daigne pas même laisser arriver vos lettres à Paris, on les garde dans sa poche. » — « Mêlez-vous de vos affaires. »

Il n'y a pas d'affaire plus grande que le salut du pays. . . Quand vous aurez laissé prendre la Belgique et la Hollande, quand les Prussiens auront la flotte cuirassée de la France, quand vous les verrez descendre... où en seront vos affaires ?

Il est certain que Paris, en résistant si longtemps sauve la France, et que la France sauve l'Europe.

La merveille, c'est d'avoir pu avec ces jeunes légions, si novices, retarder et entraver de grandes armées aguerries, les corps permanents de la Prusse et ce déluge d'un million d'hommes que cette Prusse nous lançait. Que nos mobiles, sortant de la charrue, de l'atelier, du comptoir ou de l'étude, ayant marché contre ce monde de guerre, qu'ils aient eu des revers mêmes, cela déjà est admirable. Des revers ? c'est déjà beaucoup. Cela a fait bien songer l'Europe. Ces héroïques revers sont le chemin de la victoire.

Où, l'Europe a admiré, l'Europe s'est attendrie devant cette lutte inégale, devant ces enfants sublimes qui, contre les vieux soldats, contre les machines de mort si industrieusement calculées, marchent, se font battre et tuer. La terre en est rajeunie. Elle a fleuri de leur sang.

Qui parle de nos divisions ? Où sont-elles ? Quelques-uns croient (des amis, des ennemis) que nous sommes affaiblis par la question sociale, que nous sommes en convulsion, etc., etc., — Quelle erreur ! Ils ne savent pas que ce bouillonnement même est ce qui nous rend redoutables. — Les passions de 89, les colères qui montaient en nous, la fermentation populaire, tout cela a pris un cours nouveau, et avec une force qu'un peuple non ému d'avance n'eût jamais trouvée en lui.

Maintenant l'affreux fléau qui a dégagé cette force la sert et l'augmente. Comment ? c'est comme après 93. Nous voici légers, purgés. Nous avons évacué Bonaparte et ses généraux. Nous avons mis bas, de nous-mêmes, ce qui en nous fut le vieil homme, l'indolence, cent vaines dépenses, un grand bagage de vices coûteux qui régnaient alors.

Voici l'ouvrier armé. Voici le paysan qui s'arme.

Une émulation générale règne entre toutes les classes. Nulle défiance. Je l'ai expliqué. Équilibrée comme elle est, la France peut regarder en face la question sociale.

Nos ouvriers intelligents connaissent la situation

à merveille. Ils voient près d'eux leur énorme contre-poids, tant de millions de paysans. « Respectez le paysan, » leur a dit très-bien Bakounine dans sa récente brochure. Respect à son champ, à la terre. On n'y touche pas sans mourir. La majorité agricole, aux moindres craintes là-dessus, referait dix fois le tyran.

Nos ouvriers savent la France, et déjà aussi l'Europe. C'est pour elle un vrai bienfait qu'ils commencent à la voir d'ensemble, à étendre sur elle leurs regards. Ils avaient très-bien jugé (comme les ouvriers allemands et anglais) sur la question de la guerre. Ils ne jugeront pas moins bien sur la question commerciale. Connaissant parfaitement le marché européen, le prix auquel chaque peuple produit (sous peine de voir le capital s'envoler), ils ne voudront que le possible. Le sens de la fraternité qui, dans ces dernières circonstances, a si noblement éclaté entre eux, nous porte à croire qu'ils seront de plus en plus associables, et que leurs associations, produisant à meilleur marché, rendront chaque jour moins utile et plus rare le patronage.

Donc, la question sociale nous touche et ne nous fait pas peur. La révolution nouvelle va fort la simplifier. Il adviendra ce qui arrive après de tels bouleversements, c'est que, dans l'activité énorme qui leur succède, le travail et le travailleur ont tout à coup un prix nouveau. « Le capital prie le travail, » comme dit très-bien Harrisson. Le riche qui n'a que de l'argent, et qui risquerait de mourir sur son argent inutile, dépend du vrai riche, j'entends de l'homme qui a la main et l'esprit productif, qui crée. Le possesseur, en d'autres termes (admirable renversement de la société ordinaire), le possesseur est alors le client du créateur, le banquier de l'ouvrier.

Un souverain enseignement nous sort de ce grand naufrage.

La question sociale doit s'harmoniser dans la question supérieure, sacrée, de la liberté. Sinon tout périclite à la fois, — et la Patrie elle-même.

Préoccupés de la première question, et trop absorbés, nous avons glissé dans l'abîme. On nous regardait noyer.

Plus profondément nous tombâmes, et plus vivement la France, en frappant du pied le fond, s'est soulevée, remontée.

Par bonheur pour tous. Elle seule, dans son équilibre unique, raffermie sur sa forte base, peut attendre la tempête, grouper le monde du travail, défendre ses ennemis même, arrêter les grandes masses noires qui se voient à l'horizon.

J. MICHELET.

LETTRES HISTORIQUES

LETTRE DU GÉNÉRAL TROCHU A PROPOS DE L'ENTRÉE DES PRUSSIENS (A. M. Vignault de la Liberté.)

Paris, le 19 février 1871.

Monsieur,

Vous me demandez mon sentiment au sujet du bruit qui se répand de plus en plus de l'entrée prochaine de l'armée allemande dans Paris. Je vous le dirai tout entier.

Après quatre mois et demi de siège, après huit combats et quatre batailles, dont l'initiative a toujours appartenu à l'assiégé ; après le bombardement, qui a fait tant d'innocentes victimes ; après la convention que la famine seule a pu dicter, l'ennemi devait à Paris les honneurs de la guerre, à moins qu'il n'eût aucun souci des traditions et des règles, qui sont, devant l'opinion, les titres de noblesse des vainqueurs et des vaincus.

Pour Paris, les honneurs de la guerre, c'étaient le respect de son enceinte et le respect de son deuil.

L'ennemi veut pénétrer dans Paris, alors qu'il n'a forcé aucun des points de l'enceinte, pris d'assaut aucun des forts détachés, enlevé aucune des lignes extérieures de défense ! S'il en est ainsi, que le gouvernement de la cité lui soit remis, pour qu'il ait seul l'odieuse et les responsabilités de cette violence. Que par une muette et solennelle protestation, les portes soient fermées, et qu'il les ouvre

par le canon, auquel Paris désarmé ne répondra pas. Et laissons à la vérité, à la justice, à l'histoire, le soin de juger.

Recevez, monsieur, l'assurance de mes sentiments très-distingués. GÉNÉRAL TROCHU.

LETTRE DE M. ALPHONSE KARR

Le *Salut public* de Lyon publie la lettre suivante de M. Alphonse Karr :

Mes chers confrères,

En passant par Lyon, un peu de place, s'il vous plaît.

Assez de phrases.

La France n'a plus le moyen d'en écouter, ni le temps d'en entendre.

Je viens de passer huit jours dans les pays occupés par les Prussiens. — J'ai vu entrer en Suisse l'armée de Bourbaki.

J'ai vu. — Je sais.

J'ai bien des vérités à dire, elles seront dites dans quelques jours.

Mais dès aujourd'hui j'en veux dire deux :

Je demande que l'Assemblée de Bordeaux appelle dans son sein, — fût-ce à titre de renseignements, — quelqu'un qui ait vu nos prisonniers, nos blessés, nos malades, nos mourants; — ils ont, je crois, le droit d'être représentés.

Je demande qu'un registre soit placé sur le bureau du président de l'Assemblée, et que tout député qui parlera de voter la continuation de la guerre commence par inscrire son nom sur ce registre : ce sera le registre matricule d'un régiment d'avant-garde qui aura l'honneur de marcher le premier à l'ennemi.

A bientôt la suite. ALPHONSE KARR.

LETTRE DU GÉNÉRAL CHANGARNIER

La lettre suivante aurait été adressée par le général Changarnier à un de ses amis. Le *Journal des Débats* paraît croire à l'authenticité de cette pièce :

Les journaux s'occupent beaucoup de moi. L'autre jour, un correspondant du *Daily Telegraph*, pour faire croire à un entretien avec moi, décrivait ainsi ma personne : « La figure du général porte les traces profondes de ses fatigues physiques et morales. Il est tout voûté et marche péniblement. »

N'en croyez rien ; je ne suis pas du tout voûté : — j'ai encore le jarret très-ferme, et vous ne me trouverez pas changé. — Hier ou avant-hier, *l'Indépendance* insérait une longue lettre du général Coffinières où Bazaine, en essayant de se disculper, à force de citations d'articles de règlements, des inculpations dirigées contre lui par M. de Bouteiller, glisse incidemment que je suis un chaud partisan du rétablissement de l'empire... Sans doute pour aller passer encore huit ou dix ans à Malines ! Cet essai de vengeance, pour l'humiliation que j'ai infligée à M. Coffinières en plein conseil de guerre, est assez drôle.

Voici qui est plus drôle encore. En revenant de la poste, où j'avais été porter la lettre à laquelle vous répondez aujourd'hui, j'ai été suivi de près par le prince Plon-Plon en personne. J'ai été assez étonné de voir ce gros et grand personnage remplir mon pauvre petit salon ; mais mon sang-froid de soldat ne m'a point abandonné. Sans l'inviter à s'asseoir, je lui ai demandé comment j'avais pu mériter l'honneur de sa visite.

Après de grands compliments, impossibles à reproduire, sur mon importance et ma renommée, Plon-Plon, a ajouté : « Vous seul pouvez sauver la France et terminer cette guerre. L'impératrice est une brute (*sic*). Soyez régent de France et ramenez le petit prince. Je vous garantis l'assentiment du roi de Prusse et de M. de Bismark. Vous réunirez sur la frontière 150,000 de nos prisonniers, commandés par des généraux de votre choix. Quand vous aurez fait fusiller le gouvernement provisoire et une cinquantaine d'autres coquins, l'ordre sera à jamais rétabli. Si vous consentez, un agent va aller trouver de suite M. de Bismark. »

— Prince, lui ai-je répondu, je ne fais plus de romans et n'en veux pas composer un aussi ridicule.

J'ai montré à ce... ma porte, et il a descendu mon étroit escalier, etc., etc.

LETTRE DU GÉNÉRAL CLINCHANT

On lit dans le *Temps* :

A M: le préfet de Neuchâtel.

Neuchâtel, le 8 février 1871.

Monsieur le préfet,

Après avoir passé trois journées à Neuchâtel, où m'appelait le désir naturel de m'assurer par moi-même de l'état physique et moral d'une armée que j'ai commandée dans des circonstances pénibles, je ne veux pas m'éloigner de votre ville sans vous dire combien j'ai été touché du spectacle qu'elle m'a présenté.

Je savais que l'hospitalité de la Suisse était proverbiale; je suis sûr que les soldats français trouveront chez elle un accueil sympathique; mais il ne m'a encore été donné de le constater de mes yeux qu'à Neuchâtel, et je viens vous prier d'exprimer aux habitants de cette ville toute ma gratitude, au nom de la France, au nom de cette armée dont la fortune a trahi les efforts. Qu'ils sachent bien que nous garderons tous d'eux un durable souvenir et que notre cœur n'est pas ingrat.

Agrérez, etc.

Le commandant en chef la 1^{re} armée française,
CLINCHANT.

L'INDEMNITÉ DE GUERRE

D'après une correspondance du *Times*, le chiffre réel ne serait pas 8 milliards, mais 4 milliards. Nous trouvons dans *l'Economiste de Tournai*, que cité à cette occasion le *Français* (de Bordeaux), le calcul suivant :

Quatre milliards en pièces de cinq francs pèsent vingt millions de kilogrammes. Il faudrait donc, pour les transporter d'un seul coup par chemin de fer, un train composé de quatre mille voitures (chaque wagon de marchandises portant en moyenne 5,000 kil.).

Si, au lieu de chemin de fer, on employait des chariots ordinaires à deux chevaux, il en faudrait environ quatorze mille, qui, mis à la file, occuperaient une longueur d'une trentaine de lieues.

Supposez les pièces de 5 francs composant les 4 milliards juxtaposées à plat les unes à la suite des autres, elles occuperaient une longueur de 5,000 lieues de 5 kilomètres, un peu moins que les trois quarts du tour du globe terrestre.

En pièces de 1 fr., cette longueur serait de 92,000 kilomètres, soit 18,400 lieues de 5 kilomètres, au delà du 5^e de la distance de la terre à la lune.

La vitesse la plus grande atteinte jusqu'aujourd'hui par une locomotive n'a pas dépassé 100 kilomètres à l'heure, c'est vertigineux; la malle des Indes n'est rien en comparaison de cela; eh bien ! il faudrait à peu près quatre jours de marche continue à cette locomotive pour parcourir la ligne formée par ces pièces de 1 fr.

Empilées les unes sur les autres, les pièces de 5 francs formeraient une colonne de 2,160 kilomètres, soit environ 432 lieues de hauteur: si cette colonne, ayant sa base à Paris, venait à se renverser dans la direction de Berlin, la partie qui tomberait à Berlin serait à peine la moitié de la colonne; les dernières pièces tomberaient à Vilna en Russie; quelques-unes se détachant de la colonne pendant la chute pourraient, grâce à la force centrifuge, s'éparpiller jusque dans les environs de Saint-Pétersbourg, qui n'est distant de Vilna que de 157 lieues.

Le poids de 4 milliards en or est d'environ 1,300,000 kilogrammes; c'est la charge de 260 wagons de 5,000 kilogrammes.

Depuis la naissance du Christ, il ne s'est pas encore écoulé un milliard de minutes. Si donc, depuis 1,870 ans, on avait mis de côté jour et nuit sans discontinuer quatre francs par minute, on n'aurait pas encore complété la somme exigée de la France par le ministre de Guillaume le Victorieux. Il s'en faudrait encore de plusieurs centaines de millions.

Un employé de banque habile peut compter en moyenne 40,000 francs en pièces de 5 fr. à l'heure. En supposant qu'il commence à l'âge de trente ans

à compter seul les 4 milliards, quel âge pensez-vous qu'il aura lorsqu'il, sera parvenu au terme de sa tâche, s'il travaille sans désemparer pendant 300 jours par an et à raison de 8 heures par jour? — Soixante-douze ans ! Il lui aura fallu 42 ans pour achever sa besogne abrutissante; après quoi, il n'y aurait plus qu'à interner dans une maison de santé cette victime de la rapacité de M. de Bismark.

BELFORT

La chaîne des Vosges et celle du Jura sont séparées par un col d'une quarantaine de kilomètres appelé la *trouée de Belfort*. Ce col qui s'étend en plateau élevé est baigné par la petite rivière la Savoureuse qui, sortant des Vosges, vient se jeter dans le Doubs à Montbéliard, à travers une gorge ouverte entre deux montagnes richement boisées.

Au pied de ces montagnes, les dernières de la chaîne des Vosges, se trouve la ville de Belfort place de guerre de premier ordre.

Elle domine les vallées du Rhin, de la Moselle, de la Saône. Elle est à trois marches des sources de la Meuse, de la Marne, de la Seine et semble placée comme un intermédiaire entre la position de Paris et celle de Lyon. Sa citadelle, connu sous le nom de « Roche de Belfort » est à Belfort ce que le Mont-Valérien est à Paris.

Cette citadelle s'élève de 67 mètres au dessus de la ville. Elle est taillée dans un des premiers contreforts de la chaîne du Jura qui s'étend à 150 kilomètres au sud. Deux hauteurs, la Miotte et la Justice la protègent, pourvues qu'elles sont de solides forteresses.

Outre ces ouvrages formidables, Belfort est défendu au nord ouest par un camp retranché et une enceinte continue tracée par Vauban et renforcée par les forts des Barres et des Hautes-Perches.

Belfort commande le chemin de fer de Mulhouse à Paris et sa possession peut seule assurer la conquête de la haute Alsace, car en cet endroit se croisent les lignes qui vont vers l'Est, à Bâle par Altkirch et Mulhouse, à l'Ouest, par Vesoul à Paris; au sud, par la vallée du Doubs à Besançon.

En 1814 la place de Belfort assiégée par les Bava-rois, tint bon et n'ouvrit ses portes qu'après la première abdication de Napoléon.

Investie en 1815 par les alliés, elle résista énergiquement commandée qu'elle était par Lecourbe qui s'y enferma et s'y maintint malgré l'insuffisance de la garnison et des approvisionnements.

Le 3 novembre dernier, les Allemands investirent Belfort. Ce furent les Badois qui venaient de faire le siège de Strasbourg qui furent chargés de réduire la place commandée par le colonel Deufert.

Le général Treskow commandant les troupes prussiennes établit son quartier général à Sévenans, petit village situé entre Belfort et Montbéliard. Les lignes d'investissement dès le 10 novembre étaient établies à 4 kilomètres de la ville, entre la citadelle et le Jura, dans les villages de Chèvremont et de Vezelois.

Dans la nuit du 16 au 17 novembre, une colonne de 3,000 hommes avait fait une sortie, surpris les Prussiens, détruit leurs batteries et bouleversé les ouvrages déjà établis à 1,300 mètres.

Le colonel Deufert, qui ne partageait pas les opinions de M. Trochu sur la défense d'une place, ne voulait pas laisser aux Prussiens le temps et la faculté de s'établir trop près de lui.

Du 18 à la fin de novembre deux parallèles furent ouvertes. Le bombardement contre Belfort commença le 2 décembre, dirigé des batteries établies en arrière des villages d'Essert et de Chalonnvillars, situés sur la côte du Salbert.

La canonnade était si énergique et si continue que le 6 décembre l'état-major prussien écrivait à Berlin : Belfort peut tenir cinq jours au plus.

Les assiégés multipliaient les sorties. Ils en firent une le 12, une autre le 22, une troisième dans la nuit du 26 au 27 décembre et dans laquelle on encloua plusieurs pièces de l'ennemi.

La courageuse ville se défendait noblement, attendant d'un moment à l'autre que Garibaldi vint la débloquent par la vallée supérieure du Doubs en longeant la frontière de la Suisse, vers Porrentruy, ou bien que Bourbaki, après avoir battu Werder



La cathédrale et la place principale de Belfort

vint la délivrer des Prussiens, arrivant par Vesoul et Gray.

Le colonel Deuffert a vainement attendu. Par une fatale exception Belfort et les armées de l'Est avaient été tenues en dehors de l'armistice conclu le 28 janvier à Versailles par M. Jules Favre. Le bombardement de Belfort continua donc, mais le 5 février l'ennemi ne s'était encore emparé d'aucun fort avancé.

Tous les efforts des Prussiens étaient dirigés sur les Perches qu'il brûlaient de prendre pour dominer ainsi le château se réservant de prendre à dos les forts des Barres et de Bellevue.

Malgré les dommages subis par les forts de



Plan de Belfort.

Château, Just, Miotte et Barres, Belfort pouvait tenir encore, car il était encore pourvu de cartouches et de vivres.

Le 17 février le gouvernement de la défense nationale qui sollicitait une prolongation d'armistice, signait la reddition de Belfort aux Prussiens.

Plus heureuse que celles de Metz et de Paris, la garnison de Belfort a quitté la place avec les honneurs de la guerre. Elle est sortie avec armes et bagages, emportant avec elle les papiers et les archives du génie militaire.

Belfort et son courageux défenseur le colonel Deuffert ont bien mérité de la patrie.

MAC VERNOLL.

ALMANACH DES ASSIÉGÉS

POUR L'ANNÉE 1871

Un charmant volume, illustré de nombreuses gravures d'actualité, et contenant, avec de nombreuses et intéressantes variétés, les renseignements les plus précieux sur l'hygiène et la cuisine en temps de siège, etc.

Prix : 30 centimes.

En vente au bureau du *Petit Moniteur*, 13, quai Voltaire, Paris, — et chez tous les libraires.

RÉBUS



EXPLICATION DU DERNIER RÉBUS

Il faut remonter bien haut pour trouver une année aussi sèche que celle-ci.

Librairie E. LACHAUD, 4, p. du Théâtre-Français à Paris.

VIENT DE PARAÎTRE

LE SIÈGE DE PARIS, par FRANCISQUE SARCEY. Un beau volume in-18, avec une carte coloriée des secteurs, forts et environs de Paris pour suivre les opérations du siège. Prix, franco, 3 fr.

LE RÉPARATEUR A BASE DE QUINQUINA, rend progressivement aux cheveux et à la barbe leur couleur primitive. Envoi franco de la BROCHURE, 11, rue de Trévise, Paris.

PARIS. — IMPRIMERIE JANNIN, 13, QUAI VOLTAIRE.